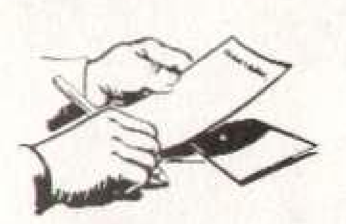


Sidérurgie: LUTTE CONTRE LES LICENCIEMENTS

ITALIE
Le peuple face à ses ennemis



Les lecteurs ont la parole

Un maître-auxiliaire de Lorraine

a parfaitement saisi l'importance d'une correspondance régulière : *«Je compte vous envoyer le plus fréquemment possible des contributions, de la documentation sur les problèmes les plus divers, et les plus actuels ceci non pas en vue d'être publié, mais surtout en vue de vous documenter vous mêmes afin que vous puissiez faire refléter le plus complétement possible la réalité de toute notre région»*.

En effet la non-publication n'implique absolument pas le désintérêt de la rédaction pour son contenu. TOUTES LES LETTRES SONT LUES, ANALYSÉES, TOUTES NOUS SONT UTILES. Plus elles seront nombreuses, plus elles feront de notre bimensuel un outil efficace.

Un groupe de lecteurs de Rennes

partage la même préoccupation et lui donne une application concrète : joignant à la lettre une première note de lecture sur l'ouvrage d'un professeur d'anglais (1), il annonce ainsi *«le début d'une correspondance régulière sur le front école-éducation (...) Nous essaierons dans la mesure du possible de vous prévenir pour que vous puissiez programmer (...) N'hésitez pas à nous donner des consignes, des idées, à nous faire part des besoins et de vos critiques»*.

...d'Angers, de Bagnols-sur-Cèze, de Nancy

s'exprime la même volonté de collaboration fructueuse, car *«aujourd'hui le bimensuel se révèle être UN OUTIL DE PROPAGANDE QUI NOUS MANQUAIT (...) Mais attention ! Un instrument n'est utile que si l'on s'en sert. Autrement dit, il nous faut prendre en mains de façon sérieuse la diffusion du bimensuel. Il ne doit pas être lu uniquement par les camarades et les sympathisants ! Mais par l'ensemble de la classe ouvrière et des masses populaires»*.

Un lecteur a lu

le livre de F.O. Giesbert : «F. Mitterrand ou la tentation de l'histoire», destiné *«tout en ne cachant pas la personnalité de Mitterrand (anticommuniste, défenseur du colonialisme, goût des basses manœuvres) à "redorer son blason". Il permet également de voir où en sont arrivés les révisionnistes»*. Mais *«tout cela, nous le savions déjà : ce livre n'apporte pas de nouveaux faits révélateurs sur cet individu en qui la classe ouvrière n'a aucune confiance»*.

(1) C. Duneton «Je suis comme une truie qui doute...» Voir un de nos prochains numéros.

Abonnez-vous à l'Humanité rouge quotidien révolutionnaire des travailleurs

ABONNEMENTS A L'HUMANITE ROUGE

QUOTIDIEN	Pli ouvert (sous bande)	Pli fermé (sous enveloppe)
1 mois	20 F	44 F
3 mois	60 F	132 F
6 mois	120 F	264 F
Soutien	150 F	300 F
QUOTIDIEN AVEC SUPPLEMENT BIMENSUEL		
1 mois	26 F	54 F
3 mois	78 F	164 F
6 mois	156 F	368 F
Soutien	200 F	400 F

DEMANDE DE CONTACT

— Parce que je considère que seule la dictature du prolétariat imposera la fin de l'exploitation et de l'oppression du capitalisme et permettra la construction du socialisme ;

Parce que je désire participer à l'édification d'un authentique Parti marxiste-léniniste unique ;

Je demande à prendre contact avec l'organisation des communistes marxistes léninistes de France.

Dans ce but, l'Humanité Rouge peut me joindre à l'adresse suivante

Nom ....

Prénom ....

Adresse ....

Signature

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

l'Humanité Rouge

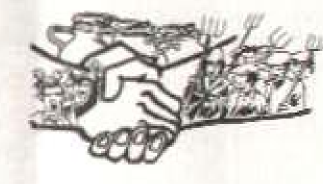
BIMENSUEL

Journal des communistes marxistes-léninistes de France

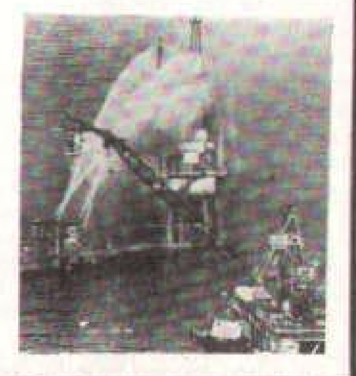
Dans ce numéro



Italie : le 1er mai à Rome, le service d'ordre social-fasciste du PCI au coude à coude avec les flics, le peuple est face à ses ennemis.



Orlac-Gilca : un pas vers l'unité ouvriers-paysans.



A Ekofisk une marée noire d'une grande ampleur dont la cause est la recherche toujours plus avide du profit.

L'Humanité rouge
BP 61
75861 Paris cedex 18
CCP 30 226 72 La Source
Commission paritaire No 57952

Directeur politique : Jacques Jurquet. *Rédacteur en chef* : Henri Jour. *Rédacteurs* : Michel Bataille, Annie Brunel, Léon Cladel, André Colère, Jacques Duroc, Joël Fabien, Serge Laforge, Guy Le Breton, Philippe Leclerq, Fernand Lenoir, Jean Nestor, Lucien Nouveau. *Secrétaire de rédaction* : Claude Liria. *Maquettiste* : Alexis Vert. *Dessinateur* : Silvestre. *Illustration* : Jean-Luc Boyer. *Administration* : Arthur Lepuy, Henri Bernard. *Imprimerie La Nouvelle*. Directrice de publication : Suzanne Marty

DES REMOUS AU SEIN DU PCF

De toute évidence de sérieuses contradictions traversent à l'heure actuelle les rangs du PCF. Fait nouveau, elles s'expriment désormais de façon publique et l'on peut prévoir qu'elles ne resteront pas sans conséquence

De façon simplificatrice on pourrait distinguer aujourd'hui trois courants principaux dans le PCF.

Le premier, qualifié «d'eurocommuniste», est celui qui est personnalisé notamment par l'historien Elleinstein. Il s'agit en vérité du courant impulsé par la direction du PCF elle-même, en particulier avec le 22e congrès. Comment peut-on le caractériser ? C'est d'abord le rejet *ouvert* de toute référence aux principes marxistes-léninistes. Cela s'est notamment traduit par l'abandon de la notion de dictature du prolétariat.

En ce qui concerne les rapports avec l'URSS, ce courant se caractérise par certaines critiques à son égard et cherche à apparaître comme indépendant. Tout en formulant certaines critiques il n'en reste pas moins que sa politique est conciliatrice à l'égard de l'URSS et la sert.

C'est ainsi que dernièrement dans le journal des Radicaux de gauche Elleinstein a indiqué : *«Le PCF, en toute indépendance, et tout en combattant l'antisoviétisme, critique les atteintes aux droits de l'homme. Ce qui ne l'empêche pas de souhaiter la solidarité dans la lutte contre l'impérialisme comme l'a indiqué la conférence de Berlin des PC d'Europe (1976). Il est évident que les problèmes de ce point de vue sont complexes et que de toutes façons, il ne s'agit pas de rompre avec les communistes soviétiques.»*

Les prosoviétiques à 150 %

Le second courant est celui qui s'est exprimé dernièrement sous la plume de Jeannette Thorez Vermeersch dans l'édition du «Monde» du 9 avril dernier. Dans cet article, elle s'en prenait violemment à Elleinstein, mais il est clair qu'au delà de cet individu c'est la ligne du XXIIe congrès du PCF qui était visée. Ce courant se caractérise par une référence verbale aux principes marxistes-léninistes et se donne l'apparence d'une défense de Lénine.

Dans cet article, Vermeersch cite en long et en large «L'État et la Révolution» de Lénine, cherchant ainsi à mieux faire oublier qu'elle fut de ceux qui entreprirent la trahison des principes énoncés par Lénine. C'est également la méthode utilisée par les dirigeants soviétiques. Dans une longue déclaration publiée par l'agence Tass ils s'en sont pris eux aussi à Elleinstein en jouant les défenseurs de Lénine.

En ce qui concerne les rapports avec l'URSS, ce courant se caractérise par une allégeance totale, par une défense inconditionnelle de la dictature social-fasciste à l'intérieur et par un soutien absolu à sa politique d'expansion sur le plan extérieur.

Pour résumer, ces deux courants sont deux variantes d'une même politique de trahison des intérêts des travailleurs.

Mais il existe aussi un troisième courant, s'opposant aux deux précédents.

Ni Elleinstein, ni Moscou...

Le fait que dans l'édition du «Monde» en date du 3 mai ait été publié sous la plume de trois secrétaires de cellules du PCF, s'opposant à la fois à l'URSS et à Elleinstein, est sans aucun doute le témoignage de l'existence d'un tel courant parmi les militants et sympathisants du PCF. On peut penser que son existence n'est pas indépendante du développement de l'influence des idées marxistes-léninistes. Dans cet article on peut trouver une dénonciation de l'URSS en ces termes : *«Un État dont chaque jour fait apparaître un peu plus le caractère conservateur et répressif à l'intérieur de ses propres frontières et de celles des pays qui lui sont liés.»* Par ailleurs, il dénonce les gens du type Thorez Vermersch et des *«prosoviétiques inconditionnels»* dont il déclare : *Les travailleurs de notre pays n'ont rien à attendre des gens dont l'inspiration politique ne se distingue pas de celle qui anime l'actuel parti tchécoslovaque»* et qu'il qualifie ailleurs *«d'aventuriers dont l'opposition à la bourgeoisie française masque mal l'allégeance à un régime tout aussi conservateur»*. Enfin il fait une distinction entre l'URSS de Lénine et de Staline, *«une époque où l'URSS servait de guide à toutes les formes d'émancipation dans le monde»*, et l'URSS actuelle.



Cet article ne s'en tient pas là et critique également les positions d'un Elleinstein dont il affirme qu'elles sont étrangères à la classe ouvrière et constate qu'aujourd'hui dans le PCF elles s'expriment seules.

Cet article recèle par ailleurs des points de vue qui s'opposent à une lutte réelle contre le révisionnisme. C'est ainsi par exemple qu'il semble considérer que le PCF pourrait être susceptible d'être transformé de l'intérieur, qu'il envisage la coexistence avec le courant Elleinstein, etc.

En ce qui nous concerne, avec les militants du PCF opposés à la fois à la ligne du XXIIe congrès et à l'URSS, nous estimons la discussion possible et souhaitable pour les aider autant que possible à rompre avec un parti qui depuis longtemps déjà n'est plus celui de la classe ouvrière.

André COLERE

L'esprit de Mai

Il y a 9 ans, le mois de mai ne fut pas un mai comme les autres. Des centaines de milliers d'étudiants bientôt rejoints par des millions d'ouvriers et d'autres travailleurs se mirent à ébranler brutalement le vieil ordre capitaliste.

Par le nombre de gens qui y participèrent, ce fut la tempête révolutionnaire la plus grande que la France ait connue.

Mai 68 , ce ne fut pas une révolution, ce ne fut pas la Commune de Paris de 1871 et pourtant cette date marque pour longtemps un point de rupture et un début : il y a l'«avant 68» et l'«après 68».

Ne plus penser comme avant, ne plus vivre comme avant, remettre en question tous les rapports de pouvoir et de dépendance de la société bourgeoise, c'est sur cette base qu'ont jailli nombre de mouvements de masse : tout récemment, le mouvement des femmes et le mouvement écologique, par leur vigueur, ont surpris et dérouté tous les politiciens et tenants de l'idéologie dominante.

Mais le plus décisif, c'est sans doute la généralisation dans la classe ouvrière du recours à des moyens de lutte que les dirigeants du PCF et de la CGT avaient voulu faire oublier.

Les occupations d'usines, les séquestrations de PDG, et surtout la pratique des assemblées générales souveraines, regroupant syndiqués et non syndiqués, Français et Immigrés, ont une portée idéologique qui dépasse le cadre des luttes économiques.

Quant à l'idée fondamentale qu'il faut prendre les armes un jour ou l'autre contre les capitalistes et leur État, elle fait inexorablement son chemin : les vignerons du midi comme les paysans et tout le peuple corse l'ont montré.

Cela est très important : en Mai 68, nombre de politiciens bourgeois paniqués faisaient déjà leurs valises, mais du côté du mouvement de masse la conscience de la nécessité de détruire l'État capitaliste et de prendre le pouvoir ne faisait encore que naitre.

Les accords de Grenelle présentés par la clique révisionniste du PCF comme une victoire ont bien vite été compris comme un échec et une trahison : ce que la bourgeoisie avait cédé d'une main, elle le reprenait quelques mois plus tard de l'autre.

Ce fut la preuve que la question centrale est toujours celle de savoir qui détient le pouvoir : la classe ouvrière alliée aux masses populaires ou bien la bourgeoisie. La leçon ne sera pas oubliée... La bourgeoisie et ses partis, notamment ceux de l'Union de la gauche, ont beau avoir l'air forts, ils sont faibles en réalité.

Socialistes et révisionnistes n'avaient jamais eu tant de voix qu'aux élections de 1967 : quelques mois plus tard, Mitterrand ne pouvait que se lamenter de l'impuissance de l'Assemblée nationale face au mouvement de masse.

Si l'Union de la gauche parvenait au gouvernement en 1978, elle ne tarderait pas à se heurter aux aspirations des larges masses : ses dirigeants le savent, Mendès-France recommande de ne pas trop promettre et Georges Marchais a fait condamner le principe du pouvoir révolutionnaire des ouvriers et des paysans : la dictature du prolétariat.

Au sein même du PCF, de plus en plus de militants sont peu à peu en train de comprendre que la défense de l'ordre bourgeois et le refus de la dictature du prolétariat vont de pair.

Au Portugal, la clique de Cunhal a fait interdire le droit de grève, en Italie les dirigeants du PCI soutiennent la police et dénoncent en accord avec la Démocratie chrétienne, la violence des masses. Tout cela, sans parler de la dictature fasciste de type hitlérien que fait régner en URSS et en Europe de l'Est la clique Brejnev...

Minés de toutes parts, les capitalistes monopoleurs et les partis qui défendent leur ordre sont dangereux : et il importe de se préparer sérieusement pour mener la lutte de classe jusqu'au bout sur le plan intérieur et sur le plan international.

Tirer les leçons positives et négatives de «Mai 68» est indispensable. Parmi les principales leçons négatives, il faut sans doute retenir que la classe ouvrière n'a pas pu diriger le mouvement de masse dans tout le pays en raison de l'emprise réactionnaire des dirigeants du PCF et de la CGT de telle sorte que le mouvement a été profondément marqué par des courants révolutionnaires de la petite bourgeoisie.

Un autre aspect c'est que l'union des ouvriers et des paysans n'était encore qu'embryonnaire, et ne pouvait être organisée au plan national, ce qui privait le mouvement d'un large appui dans les campagnes.

La préparation idéologique des larges masses à la lutte armée n'existait pas, et surtout l'État-major de combat de la classe ouvrière, son État-major capable d'orienter la lutte à travers une situation mouvante et complexe venait à peine de naitre : c'est en décembre 1967 qu'avait été fondé le Parti communiste marxiste-léniniste de France, héritier du passé révolutionnaire du PCF.

Aujourd'hui, quiconque veut vraiment la révolution prolétarienne, doit réfléchir aux leçons de Mai 68 et rejoindre le Parti marxiste-léniniste pour travailler concrètement à transformer le monde.

Car «oser penser, oser lutter, oser vaincre», être convaincu que le «pouvoir est au bout du fusil», et que «ce sont les masses qui font l'histoire», tout cela mène inévitablement à cette conclusion que «pour faire la révolution, il faut un parti révolutionnaire marxiste-léniniste».

VIVE LE PRINTEMPS REVOLUTIONNAIRE DE 1968 !

VIVE LA REVOLUTION PROLETARIENNE !

Henri Jour



HALTE A LA CAMPAGNE RACISTE !

Il fallait s'y attendre, avec le développement de la crise capitaliste on assiste également à l'orchestration d'une campagne anti-immigrés. Et elle est organisée au plus haut niveau.

Il y a quelque temps, le ministre de l'industrie, Monory, déclarait que *«les nouvelles conditions économiques vont exiger des mesures de limitation de la main-d'œuvre étrangère»*.

Les patrons de la sidérurgie, de leur côté, lançaient l'idée de renvoyer les travailleurs immigrés qu'ils licencient, avec un petit pécule.

Avec son plan-bis, le premier ministre reprenait l'idée et annonçait que les immigrés sans emploi seraient encouragés à rentrer chez eux avec 10 000 F.

De son côté, la presse engageait une campagne sur ce thème. Dans son édition du 19 avril le quotidien de la Bourse *«Le Nouveau journal»*, écrivait : *«La question peut se poser de savoir s'il vaut mieux qu'un étranger soit chômeur chez nous ou chômeur chez lui...»* Puis, suivait toute une série d'arguments mensongers entendus à maintes reprises ces dernières années dans les torchons du genre «Minute» selon lesquels les travailleurs immigrés coûteraient cher à la «collectivité». Le journal des financiers s'en prenait notamment aux enfants immigrés qui reviendraient cher à l'Éducation nationale !

L'article se terminait par ces mots : *«La France est en droit, dans une période de crise de l'emploi qui se révèle comme étant assez longue, de proposer que le chômage soit payé sous forme de pécule et envoyé dans son propre pays d'origine au travailleur qui ne peut plus être employé en France.»*

Plus récemment, *«Valeurs actuelles»* écrivait : *«L'immigration coûte cher. Economiquement et socialement. Il s'agit de limiter le nombre des étrangers en France»*, et mentionnait les déclarations d'un député républicain indépendant des Alpes-Maritimes affirmant :

«Le coût social, au sens économique, des travailleurs étrangers est supérieur à celui des travailleurs français».

Puis, ces messieurs s'efforçaient de démontrer que les travailleurs immigrés sont responsables de «l'inflation, du chômage, qu'ils coûtent cher à la Sécurité sociale, aux allocations familiales, à l'Éducation nationale, etc. Enfin, ils cherchaient à démontrer que les immigrés commettent plus de crimes que les Français. Bref, toute la panoplie de l'argumentation raciste mensongère.

Pourquoi ?

Cette campagne vise un but bien précis : faire supporter le plus possible aux travailleurs immigrés le poids du chômage, en multipliant les expulsions. Dans les années dites d'expansion, les monopoles ont encouragé la venue en France de nombreux travailleurs immigrés, réalisant sur le dos d'énormes surprofits. L'«expansion» capitaliste a été indissociable de cette surexploitation des travailleurs immigrés qui étaient contraints aux travaux les plus dangeureux, pour les salaires les plus bas.

Aujourd'hui que la crise s'est installée, ces mêmes monopoles veulent se débarasser d'eux.

Pour cela, tous les arguments sont utilisés afin de tenter de dresser les ouvriers français contre les ouvriers immigrés, et ainsi affaiblir la classe ouvrière toute entière.

Dans les faits

D'ores et déjà, de nombreuses expulsions de travailleurs immigrés sont en cours. Certains d'entre eux disparaissent comme au foyer Sonacotra de Massy, où trente d'entre eux ont été expulsés. Les rafles policières se multiplient. Ceux qui sont arrêtés sont parqués dans des prisons clandestines du genre de celle d'Arenc à Marseille avant d'être mis sur un bateau.

Quant au fameux pécule dont parle Barre, il s'agit en réalité d'une hypocrisie destinée à faire croire à des expulsions «humaines».

En liaison avec cela, on peut s'attendre à un développement des activités des bandes racistes et fascistes visant à créer un climat de peur parmi les immigrés en espérant ainsi les contraindre au départ.

S'unir

Face à cela, l'unité de la classe ouvrière est plus nécessaire que jamais. Un ouvrier, qu'il soit français ou immigré, est un ouvrier. Face au chômage et aux licenciements, si la classe ouvrière ne ripostait pas à tout ce qui est fait pour la diviser, elle serait plus facilement exploitable. Au contraire dans la lutte, français et immigrés représentent une force immense qui fait trembler la bourgeoisie.

André Colère

Le vrai visage du Programme commun

Nationalisations : Un vieux remède pour le capitalisme malade

Les nationalisations c'est la pièce maitresse du Programme commun, le remède miracle !

Les travailleurs, qui ont à lutter dur pour la moindre revendication, doivent y regarder de plus près.

Un important secteur servant collectivement tous les capitalistes (SNCF, EDF, PTT, banques, etc.) est déjà nationalisé ainsi que Renault ou l'aéronautique, exigeant d'énormes investissements.

Un peu d'histoire

Ces nationalisations ont été faites pour l'essentiel par de Gaulle en 1945 pour faire payer aux masses populaires le redressement de l'économie capitaliste durement affaiblie par la guerre.

On voit ça aussi à l'étranger : les capitalistes anglais par exemple ont nationalisé à 90 % leur sidérurgie, ce qui ne la met pas à l'abri de la crise actuelle, ni des licenciements massifs pour les ouvriers anglais.

La bourgeoisie connait donc ce moyen qu'elle a déjà utilisé, non pour les travailleurs bien sur, mais pour préserver et accroitre ses profits, pour concentrer, réorganiser, accroitre la rentabilité.

La rentabilité:

C'est l'argument le plus souvent mis en avnt par les actuels champions des nationalisations : c'est rentable.

Les dirigeants du PCF l'ont fait dire par pages entières dans l'«Humanité» par quelques PDG du secteur nationalisé : SNCF, Air France, Elf (l'Huma des 24, 25 et 26 mars 1977).

Dreyfus, ex-PDG (avec Beullac) de Renault, qui exploite des travailleurs aux quatre coins du monde, est bien du même avis.

Quant à Rocard, dirigeant du PS, il cite en exemple la SNCF qui a eu le mérite de «réduire de moitié ses effectifs». Voilà bien en effet un bon critère de rentabilité !

Et rentabilité, productivité, compétitivité sont des règles du système capitaliste que les nationalisations ne prétendent pas remettre en cause (elles ouvriraient tout au plus la voie vers le socialisme) et imposées par la concurrence des autres monopoles, étrangers ou non.

Est-ce mieux quand même pour les travailleurs ?

Cette idée, les partis de gauche s'efforcent de la répandre, donnant en exemple les secteurs nationalisés actuels.

L'emploi :

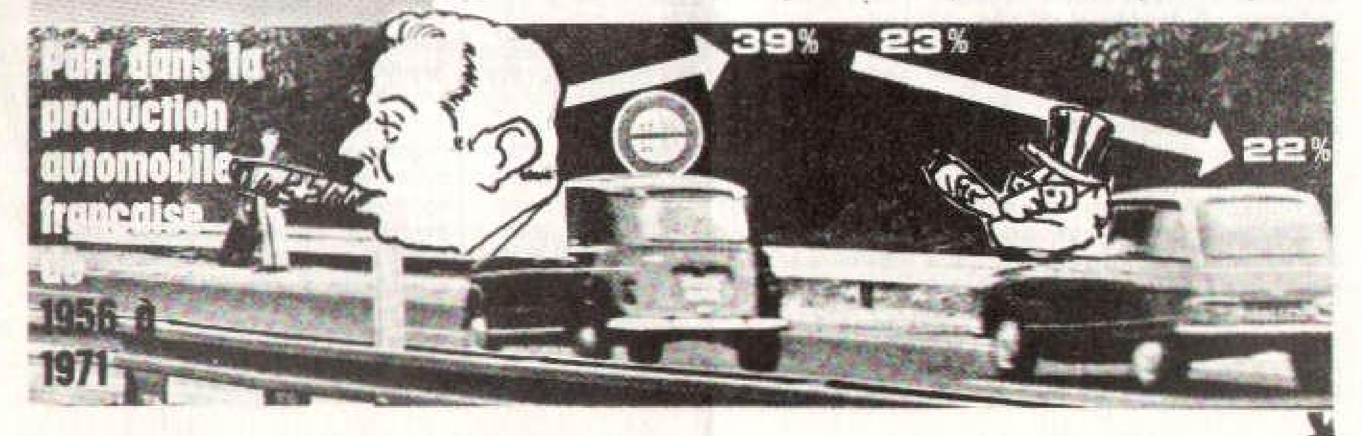
Il y aurait parait-il «sécurité de l'emploi» dans le secteur nationalisé. C'est faux :

— Comment la SNCF a-t'elle réduit de moitié son personnel depuis la Libération ?

— Les boites sous-traitantes de Renault ou EDF licencient, ferment, utilisent des intérimaires et ces travailleurs-là font aussi la rentabilité et les bénéfices d'EDF ou Renault (sans parler de ceux qui triment pour cette dernière, en Espagne ou en Argentine !).

— Les PTT, avec l'Éducation nationale, sont des secteurs de pointe... en matière d'auxilariat donc d'insécurité d'emploi.

Ni «Changer de cap» (le programme du PCF), ni le Programme commun ne prévoient de mettre fin au travail intérimaire (qu'ils veulent faire seulement prendre en charge par l'Agence nationale pour l'emploi) ni



Le vrai visage du Programme commun

à l'auxilariat. A ce sujet on nous fait des promesses, notamment aux PTT :

– Mais comment y croire quand on se souvient de la liquidation, par les dirigeants de la CGT principalement, de la grande grève des postiers pour la «titularisation des auxiliaires» !

– Comment y croire quand on voit que chez les dockers, où les dirigeants de la CGT sont maîtres de l'embauche, on trouve une très forte proportion d'«occasionnels» dont le lot quotidien est l'insécurité de l'emploi, tout comme dans le secteur du livre !

Les salaires

Là encore, rien de mieux dans le secteur nationalisé, tout au moins en comparaison à des entreprises de même ampleur, et les nationalisations préconisées ne toucheraient pas, selon le PC comme le PS, aux petites et moyennes entreprises où les salaires sont particulièrement bas et particulièrement dures les conditions de travail.

D'autre part les dirigeants de la CGT sont des fervents partisans de la hiérarchie des salaires : les augmentations en pourcentage qu'ils défendent dans les faits sont contraires à l'intérêt de la grande masse des travailleurs !

La démocratie

Mais, disent sans cesse ces chantres des nationalisations, si elles ne sont pas mieux aujourd'hui (les faits sont un peu trop criants, il faut bien en tenir compte !), c'est parce que «le gouvernement en place est contre les travailleurs» ; il «dénature» les nationalisations.

Les nôtres seront «démocratiques» : c'est là qu'est toute la différence !

Ils ne manquent pas de souffle, eux qui, dans les syndicats et les luttes actuelles, s'opposent farouchement aux assemblées générales où puissent réellement s'exprimer et décider collectivement les travailleurs, aux comités de grève ou de soutien qui ne se réduisent pas à l'addition de quelques responsables syndicaux ou de partis de gauche !

Que de mal ils se donnent, à la CGT depuis longtemps, et aussi à la CFDT, pour éliminer toute opposition à l'Union de la gauche et tout ce qu'ils qualifient de gauchiste, aventuriste, etc.

On en trouvera dans ce numéro un exemple particulièrement remarquable avec la dissolution de la section CGT des Câbles-de-Lyon à Clichy.



Et que dire des pressions et violences exercées contre des dockers «occasionnels» (à Lorient) qui voulaient monter un syndicat CFDT pour que soient enfin défendus leurs intérêts ?

Rappelons aussi, encore une fois, l'expulsion brutale des journalistes des Editions Vaillant occupant les locaux pour s'opposer à leur licenciement par leurs patrons : les dirigeants du PCF !

Enfin, on peut voir en Italie où en sont arrivés en matière de «démocratie» leurs amis du PCI (voir aussi dans ce numéro).

Quant aux chefs de file du PS, Mitterrand ou Defferre, ils ont largement fait leurs preuves quand ils étaient au pouvoir et continuent à le faire : les éboueurs de Marseille peuvent en parler. Comme Chirac à Paris Defferre fit appel à l'armée pour briser leur grève il y a quelques mois !

Encadrer la classe ouvrière...

Les nationalisations «démocratiques», la gestion «démocratique» cela veut dire : des cadres syndicaux aux postes de direction. C'est même là que se trouve la racine des divergences entre PC et PS : le PC, avec la CGT, dispose d'un grand nombre de cadres qui ne demandent qu'à étendre leurs attributions à la gestion, d'où la soif particulière de nationalisations au PC, alors que le PS est plus implanté dans l'appareil de gestion capitaliste traditionnel.

Et de ce point de vue une enquête récente du syndicat des cadres de la CGT aux PTT où il est particulièrement implanté (soit dit en passant : la CGT est parmi les cadres le syndicat le plus puissant) éclaire parfaitement notre lanterne. Il y est dit que les cadres doivent exiger du personnel *«la discipline en matière d'horaires, de temps de pause, de rendement, de matériel...»* mais qu'*«ils doivent tenir compte pour porter un jugement sur les travailleurs»*, du fait que *«la politique actuelle est (...) contre leurs intérêts matériels et moraux»* (Bulletin des cadres. Union fédérale des cadres CGT-PTT, mars 1977).

Peut-il être dit plus clairement que lorsque la gauche sera au pouvoir les cadres n'auraient plus aucune raison de limiter les exigences de discipline... et les travailleurs de les refuser !

Pour lui faire éponger la crise

Séguy l'a dit au Figaro (pas encore dans les colonnes de l'«Humanité» ou de la «VO» !) ses semblables savent prendre leurs responsabilités : comme en 45, ils seront là pour faire retrousser leurs manches aux travailleurs pour l'«intérêt national», c'est-à-dire pour le compte de la bourgeoisie, pour le compte du capitalisme avec ses nouveaux gérants Mitterrand, Marchais, Séguy et Cie.

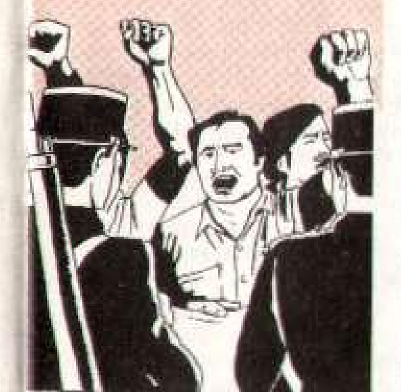
Leur querelle autour des nationalisations ne fait que refléter leur dispute pour le partage du gâteau, et si ceux aujourd'hui au pouvoir s'y opposent, c'est que de ce gâteau ils perdraient les meilleures parts.

Les travailleurs quant à eux n'ont rien à en attendre qu'exploitation renforcée et liberté encore plus muselée.

Jacques DUROC

Liberté ? Démocratie ?

LA LIBERTE D'ETRE REPRIME





Droit de grève : les paroles et les actes

Bien sûr, quand on lit le Programme commun, il semble évident que ce droit sera garanti. Qui pourrait penser que ces partis qui se disent «communistes» ou «socialistes» oseront se dresser contre ce droit de la classe ouvrière, conquis au prix de la lutte et du sang ?

Et pourtant ! Qui a envoyé 30 nervis armés de barres de fer pour virer les journalistes des Éditions Vaillant en grève avec occupation, il y a un mois et demi ? Et qui est le patron des Éditions Vaillant ? Le PCF.

Qui a fait passer la note suivante : *«Les personnes qui ne pourront pas venir travailler demain, par suite de la grève (...) devront récupérer le samedi 7 mai prochain. Toute absence de récupération non motivée sera sanctionnée»* ?

Il s'agit de l'Association France-URSS. Et qui dirige cette association ? Encore le PCF.

Qui a brisé la grève des ouvriers de Triton, l'année dernière, parce que cette usine exportait essentiellement vers l'URSS ? Toujours le PCF.

Quant à leurs acolytes dirigeants du PS et des Radicaux de gauche, ils ne valent guère mieux ! Defferre n'a-t-il pas fait appel à l'armée pour briser la grève des éboueurs de Marseille ?

Quand ils seront au pouvoir, ils n'hésiteront pas à briser les grèves pour maintenir ce qu'ils appellent «le calme», c'est-à-dire le pouvoir de la bourgeoisie.

Libertés individuelles : racisme et «ordre»

Pour les libertés individuelles, on nous garantit : la liberté de pensée et d'expression et la fin de la discrimination raciale.

Or, qui déclare : «Il faut stopper tout de suite l'arrivée de l'immigration à Nanterre» et ajoute «la présence d'une trop forte proportion d'immigrés a des conséquences sérieuses sur la scolarité des enfants et des dispositions particulières doivent être prises» ? C'est le maire PCF de Nanterre.

Et qui demande plus de flics pour faire respecter l'ordre dans les villes ? Qui déclare que les opérations coup de poing de Poniatowski c'est du bidon ? Qui déplore «le manque de sévérité des juges» et «l'inopérance des mesures d'emprisonnement» ? C'est le maire PCF de Colombes.

Libertés collectives : aucun pouvoir de décision

Defferre précise : «Il est prévu que c'est le gouvernement qui décide ; les travailleurs proposent, mais c'est le gouvernement qui décide (il insiste !). Et je peux vous dire que je suis partisan de l'ordre et de l'autorité».

Et on se souvient que Marchais a repris les mêmes positions, à la télé, devant 400 patrons réunis.

Alors la liberté qu'on nous promet, c'est la liberté de quoi ? La «liberté de tout» sauf de décider ? Ce n'est pas la liberté cela. La liberté, c'est pour la classe ouvrière de pouvoir décider collectivement de son sort.

La police : le miracle

Le grand gag du Programme commun, c'est le coup de la «police démocratique» ! Ces mêmes flics qui, aujourd'hui, expulsent les grévistes, qui tirent sur des fillettes de 10 ans (Marseille), qui sont accusés de viol, (gare du Nord à Paris), seront demain «la garantie des libertés» ! Comment ? Par le miracle du Programme commun !

Bien sûr, Jules Moch, le socialiste, était ministre de l'Intérieur ; il a lâché les chiens sur les grévistes. Mais oublions cela ! Oublions aussi que Marchais a soutenu l'assassin Tramoni contre la victime Overney, ou qu'au début de 68, la CGT et le PCF ont applaudi quand les CRS dispersaient les «provocateurs».

La justice : révolution interdite

La justice, elle, sera indépendante du pouvoir ! C'est bien dit, mais ça n'a aucun sens, puisqu'elle continuera à faire respecter la Constitution et les lois du pouvoir.

Par ailleurs, on ne parle pas de supprimer la loi de 1936, promulguée avant la guerre pour lutter contre les bandes fascistes.

Aujourd'hui, ce sont les révolutionnaires qui sont visés. Nous en avons pour preuve que quand, le 12 juin 68, le Parti communiste marxiste-léniniste de France fut interdit par la bourgeoisie, en vertu de cette loi de 36, ce fut à la demande expresse de Marchais et Séguy.

Alors, avec la gauche au pouvoir, il n'y aura pas de démocratie. Non seulement les travailleurs n'auront aucun pouvoir de décision, mais de plus toute lutte révolutionnaire restera réprimée. C'est ce que l'on appelle le social-fascisme.

Philippe Leclerq

1er Mai à Rome

A Rome le 1er Mai cette année n'est pas un 1er Mai tout à fait comme les autres.

Tout d'abord une première constatation saute aux yeux en arrivant dans la ville : un bouillonnement politique intense. Pas un mur, pas un panneau publicitaire qui ne soit couvert d'affiches ou d'inscriptions à la peinture. Partout en ville des stands de propagande des divers partis et organisations. Le plus actif, bien sûr, le PCI. Ses affiches et celles des syndicats qu'il contrôle tapissent des rues entières sur toute leur longueur. Elles appellent au rassemblement qui doit avoir lieu à 10 heures à la place San Giovanni pour le 1er Mai à l'appel des syndicats.

Ensuite, et cela apparait dès que l'on parle avec les gens ou que l'on lit les journaux, la fameuse «stratégie de la tension» est devenue le point-clef de toute la politique actuelle en Italie.

Le PCI a fleuri l'emplacement de la mort d'un flic et collé l'affiche : «Les habitants de San Lorenzo sont contre la violence. Hors du quartier les provocateurs». (photo HR)

De nos envoyés spéciaux en Italie

Le peuple face à ses ennemis

Le 25 avril, 2 flics étaient abattus par des tireurs isolés lors d'une manifestation d'étudiants. Ce genre d'événements n'est pas vraiment nouveau en Italie. On se souvient de la bombe qui avait explosé dans une banque milanaise en 1969 faisant une vingtaine de tués. Mais cette fois les choses prennent une tout autre dimension.

Chercher à qui ça profite

Tout de suite, avant même la Démocratie chrétienne (DC) pourtant officiellement au pouvoir, c'est le PCI qui a lancé la campagne «contre la violence, contre le fascisme et pour les institutions démocratiques issues de la Résistance». Il a collé partout en ville des affiches prenant ouvertement la défense de la police (disant notamment qu'il ne fallait pas confondre l'ennemi de classe et la police démocratique !) et s'est personnellement chargé de fleurir l'emplacement où l'un des deux flics a été tué.

Ainsi, avant même d'avoir le pouvoir d'Etat, le PCI est le meilleur gardien possible de l'«ordre» et des «institutions».

Les attentats, cependant, peu de gens y croient. Les exemples de Milan et d'autres du même genre, pour lesquels il avait été prouvé que des fascistes et le SDI (police secrète italienne) trempaient jusqu'au cou, sont encore présents à l'esprit de chacun. Tout le monde est persuadé qu'il s'agit là aussi de provocations organisées.

De toute façon, le problème n'est pas tant de savoir si c'est tel ou tel qui a fait le coup, que de voir à qui il profite. A cette question la réponse est simple. Il profite à l'ordre bourgeois et aux deux grands partis qui le représentent aujourd'hui, en Italie, le PCI et la DC.

Un mouvement de masse de grande ampleur

Quelle est alors la signification profonde de cette «stratégie de la tension» ? La raison essentielle de cette opération se trouve dans le mouvement de masse qui émerge aujourd'hui et que ni la DC, totalement discréditée aux yeux des masses, ni même le PCI n'arrivent plus à endiguer. La crise économique a des répercussions au niveau des conditions de vie du peuple encore plus graves en Italie qu'en France, et le récent mouvement étudiant, dont les deux cibles étaient la DC et le PCI est à ce sujet tout à fait symbolique d'une prise de conscience qui apparait aujourd'hui dans les classes les plus touchées par la crise, notamment la classe ouvrière des grandes villes, les chômeurs et les paysans pauvres du Sud.

Chômage, hausse des prix record

La crise économique a touché l'Italie de plein fouet et ce sont les travailleurs qui sont les premiers touchés. Pendant que le chômage bat des records, le taux d'inflation a été cette année le plus fort d'Europe (122 %).

Les produits de première nécessité sont devenus inabordables. Un loyer normal coûte souvent un mois de salaire et, alors que le salaire moyen d'un travailleur se situe entre 200 000 et 250 000 lires, le kilo de tomate coûte 1 800 lires, le kilo de viande et de fromage entre 7 et 10 000 lires, soit environ une journée de travail.

La répression institutionnalisée

Face à cette situation, la bourgeoisie s'est résolument engagée dans la dernière solution qui lui restait : l'augmentation de son pouvoir de répression contre les masses.

Avec l'appui du PCI, quand ce n'est pas à sa demande, une série de lois sont votées depuis un an allant dans ce sens. Ainsi la détention préventive sans jugement, qui était de 7 ans depuis une loi datant du fascisme mussolinien vient d'être portée à une durée illimitée, le droit à l'utilisation des armes par la police a été considérablement étendu, les décrets d'assignation à résidence sont réapparus. D'autres lois du même type sont actuellement en préparation, toujours avec le soutien du PCI, comme la création d'un tribunal exceptionnel ayant à juger des affaires politiques (équivalent de notre Cour de sûreté de l'Etat) et de prisons spéciales pour détenus «dangereux». D'autres lois encore visant directement les organisations politiques «dangereuses» ou «subversives» sont en préparation.

Fernand LENOIR

Entre la police d'Etat et les flics du PCI

En dépit de l'interdiction de toute manifestation en Italie jusqu'au 28 mai, plusieurs mouvements d'étudiants et d'extrême gauche avaient appelé à Rome à un rassemblement pour le 1er Mai.

Après un long silence, le PCI dût se résoudre, afin de mieux contrôler le mouvement, à appeler également, par le biais des syndicats, à un meeting à la même heure et au même endroit, à 10 heures place San Giovanni. Du coup l'interdiction fut levée, la bourgeoisie sachant qu'elle n'avait plus rien à craindre.

Afin de montrer leur détermination de ne pas se plier au diktat et au bon vouloir de l'Etat bourgeois, les premiers organisateurs appelèrent à un regroupement place Vittorio Emmanuel, à quelques 500 mètres de là et à une manifestation symbolique jusqu'à la place San Giovanni.



Le service d'ordre du PCI bloque la place (Photo HR).

9 heures — Nous arrivons place San Giovanni. Nous avons croisé, en venant, de nombreux cars de police ; à l'intérieur, les flics sont en tenue de combat, armés et équipés de gilets pare-balles. Sur la place, le service d'ordre du PCI est en train de prendre position. Une grande estrade est dressée et tous les abords, sauf deux entrées, sont bloqués par des barrières métalliques devant lesquelles se tiennent des rangs de militants munis de cartes indiquant qu'ils appartiennent au service d'ordre.

C'est au niveau de l'entrée de l'avenue menant à la place San Vittorio, par laquelle doivent venir les manifestants que l'effort a été porté. Là, deux gros camions-bennes garnis de militants trapus et qui ne sont pas venus les mains vides ont été mis de façon à bloquer l'entrée de la place. Devant eux plusieurs lignes de service



La police charge de manière particulièrement violente (Photo HR).

d'ordre. On peut déjà être sûrs que personne ne pourra passer par là.

Un quartier en état de siège

9 h 30 — Nous avons remonté l'avenue Filiberto et nous débouchons sur la place Vittorio. Au carrefour, une centaine de flics, également en tenue militaire bloquent l'entrée. Ils nous arrêtent : papiers et fouille. Ils sont visiblement nerveux. L'un d'eux a un geste de recul en touchant le renflement dû à l'appareil photo dans ma poche. Ce n'est pas une grenade et nous sommes des «touristes», nous pouvons passer. Très vite nous nous rendons compte que le même scénario se déroule à tous les accès : flics nerveux, fouille. Devant nous, plusieurs jeunes sont embarqués dans des cars. Sur le côté une petite Fiat est arrêtée, ses occupants discutent tranquillement avec les flics, des drapeaux dépassent des vitres : PCI.

Nous sortons de la place, il n'y aura visiblement pas de rassemblement ici. Recontrôle, refouille, la Fiat est toujours là.

10 heures — Las de marcher, nous nous sommes arrêtés près d'un groupe de 300 à 400 manifestants qui s'est formé entre les deux places. Des jeunes surtout, beaucoup sont assis sur le bord du trottoir, certains vendent des journaux, tout est calme.

Tout à coup, d'une rue latérale une cinquantaine de flics débouchent et chargent aussitôt, matraque à la main. Débandade en direction de la place San Giovanni. Quelques grenades sont tirées mais pas de heurts, les flics se sont arrêtés avant.

Et c'est là que nous comprenons vite la situation : la manifestation se trouve coincée entre les flics qui occupent toutes les rues latérales et le service d'ordre révisionniste, totalement imperméable.

A plusieurs reprises la police avance. Couple de «touristes» perdus, nous nous garons sur le côté quand elle charge pour la dernière fois, de manière particulièrement violente.

10 h 30 — Il n'y a plus rien à voir de ce côté-là. Nous faisons un détour pour rentrer dans le meeting où parle à la tribune un dirigeant de la CGIL. Pour pénétrer sur la place nous devons passer par un couloir formé par deux rangs d'une trentaine de membres du service d'ordre. A cinq reprises nous sommes à nouveau fouillés, pas par les mêmes flics cette fois-ci, et le sac de la camarade interprète est minutieusement examiné.

Les masses n'étaient pas là

Une fois à l'intérieur de la place, la surprise. Contrairement à ce qu'aurait pu laisser prévoir la débauche d'affiches collées dans la ville et appelant au meeting, dans une capitale de quatre millions d'habitants, et par un parti au seuil du pouvoir, il y a peu de monde, quelques milliers, moins de 10 000 en tout cas.

Le cœur non plus n'y est pas. Au chef révisionniste qui vitupère à la tribune contre les «provocateurs» qui s'en prennent aux «institutions démocratiques nées de la Résistance» répond une morne indifférence. Quelques applaudissements de temps en temps, mais sans jamais beaucoup de conviction. Seuls, à l'intérieur du meeting, les rangs du service d'ordre omniprésent et les nombreux vendeurs de l'«Unita», le journal révisionniste italien, reflètent une certaine détermination. Le meeting dure comme cela pendant une heure.

Le dernier pontife syndical termine son discours, toujours sur le même thème, le maintien de l'ordre républicain. Peu d'applaudissements, pas d'Internationale, c'est fini.

Très rapidement il ne reste plus sur la place que la tribune, et l'éternel service d'ordre.

Parmi les antirévisionnistes il y a eu ce matin-là 210 arrestations.

Le lendemain «l'Unita» titrera : «grande manifestation contre le fascisme et pour la démocratie»...

Fernand LENOIR



Héroïques mineurs de Bolivie

Propos recueillis par Annie Brunel

Un camarade dirigeant de leur héroïque fédération à bien voulu nous parler de la lutte des mineurs boliviens. Dirigeant de la grande grève de 1976, arrêté, torturé, déporté au Chili, dont il vient d'être récemment expulsé, son témoignage est un réquisitoire implacable contre la dictature de Banzer et ses maitres impérialistes. Mais aussi un gage d'espoir et de confiance dans le développement des luttes révolutionnaires en Bolivie.

Les conditions d'exploitation des mineurs de Bolivie ont la réputation d'être très dures, peux-tu nous les décrire rapidement ?

— Il y a deux sortes de statuts pour les mines boliviennes. Celles d'étain sont nationalisées ; elles représentent 60 % des ressources en devises étrangères de la Bolivie. Les autres (or, zinc) ont un statut privé et sont sous la coupe de capitaux étrangers impérialistes, notamment américains.

Mais partout l'exploitation est terrible ; depuis 1971, les salaires ont baissé de 50 % alors que l'augmentation du coup de la vie a été de 460 %. Le mineur gagne un dollar par jour pour 8 heures de travail très pénible. Il loge avec sa famille dans des bidonvilles : 2 petites pièces pour 9 personnes. La silicose, les rhumatismes, la tuberculose font des ravages et l'assistance médicale est dérisoire. Chaque jour, il y a des morts par accident. Tout cela fait que la moyenne de vie des mineurs boliviens est de 36 à 38 ans.

Comment les mineurs se sont-ils organisés dans la lutte ?

Déjà, le gouvernement de Barrientos en 1965 a voulu écraser tout le mouvement syndical minier. Il a gelé les salaires, interdit les partis politiques et les syndicats. La situation s'est amélioré un court moment avec la mise en place du gouvernement démocratique de Torrès de 1970 à 1971. Mais il devait être vite renversé par le coup d'Etat fasciste de Banzer auquel les mineurs ont réagi aussitôt. Dans la clandestinité, les mineurs se sont organisés en comités de base. Des assemblées générales ont élu démocratiquement leurs représentants et malgré l'interdiction du gouvernement, les mineurs ont tenu le congrès de Corocoro, où ils se sont dotés d'une nouvelle plateforme de lutte (1er Mai 1976). En 1976, les mineurs exigeaient une augmentation de salaire, c'était une question de simple survie. Le gouvernement a feint d'accepter les négociations et convoqué tous les dirigeants syndicaux à la Paz pour une disussion. A leur arrivée, ils ont tous été arrêtés. En même temps l'armée, débarquée par terre et par air, occupait tous les centres miniers qu'elle mitraillait. Mais les ouvriers, cette fois-ci, ne sont pas tombés dans le piège. Les principaux responsables syndicaux ont été cachés dans la mine. Des ouvriers réquisitionnés pour expliquer le point de vue du gouvernement à la station de radio de la mine ont fait semblant d'accepter mais, en fait, ils ont utilisé le micro qu'on leur tendait pour appeler à la grève et au soulèvement contre la présence de l'armée.

Alors les mineurs se sont tous mis en grève illimitée pour exiger le retrait de l'armée des centres miniers, la libération des responsables syndicaux emprisonnés et la poursuite des discussions sur les salaires. Très vite, la grève s'est étendue à tout le secteur minier, nationalisé et privé, c'est-à-dire à 65 000 mineurs.

Quel écho a rencontré leur lutte ?

— C'est une grève très politique. Elle a été entourée de la chaude solidarité de tout le peuple : paysans, étudiants et autres travailleurs.

Les paysans se sont mobilisés pour que le gouvernement accepte de négocier avec les mineurs. Ils ont décidé de faire des barrages sur tous les chemins pour empêcher la progression des renforts de l'armée vers les centres miniers. L'université

Le soutien du Parti communiste de Bolivie (marxiste-léniniste)

Le PCB (ml) étroitement lié aux luttes des masses populaires boliviennes a apporté un soutien actif à la lutte des mineurs, travaillant à la populariser dans tout le pays, à la lier aux luttes des autres couches populaires, à lui tracer sa perspective révolutionnaire qu'il définissait ainsi peu après la fin de la grève : «La nouvelle Bolivie sortira de la lutte armée de l'armée d'ouvriers et de paysans qui enterreront l'impérialisme et ses laquais fascistes militaires et civils et tous les réactionnaires.

La nouvelle Bolivie, ce sera lorsque les pauvres, les humiliés, les poursuivis d'aujourd'hui atteindront la libération politique et sociale et que les riches et les exploiteurs actuels, protégés par l'armée fasciste, seront évincés du pouvoir et qu'on leur enseignera à gagner le pain de chaque jour à la sueur de leur front et non plus en volant le travail des ouvriers et des paysans. Face à la Bolivie rêvée par les fascistes, luttons pour en finir avec les fascistes et créer une nouvelle Bolivie démocratique, populaire et anti-impérialiste dirigée par les ouvriers et les paysans».



Mineurs boliviens en lutte contre la dictature de Banzer et ses maîtres impérialistes. Dans leurs mains, des bâtons de dynamite.

a décidé la grève générale ; d'autres secteurs industriels (textile, cuir) se sont également mis en grève. Dans de nombreux districts, il y a eu des affrontements violents avec l'armée et on a relevé des morts.

Les femmes ont joué un grand rôle dans cette lutte. Elles ont cherché à empêcher que l'armée occupe les mines, ont organisé des manifestations contre les arrestations et la torture.

Elles se sont organisées en un mouvement de ménagères. Une de ses responsables, Domitilla Chungaro, a accouché de 2 jumelles dans la mine qu'elle occupait.

C'est que les femmes aussi sont très durement exploitées à la mine. On les emploie généralement à ramasser des pierres de l'aurore au coucher du soleil pour un salaire inférieur à un demi-dollar.

Elles sont souvent veuves avec beaucoup d'enfants. La répression a été dure. Banzer en a inventé une nouvelle forme : la déportation au Chili de 50 dirigeants dans des conditions très dures.

11 d'entre eux sont encore aujourd'hui détenus là-bas en vertu d'un accord passé avec Pinochet. Il est urgent de faire campagne pour leur libération. Les autres sont maintenus exilés en Europe et cherchent à impulser une campagne en leur faveur.

Quelles sont aujourd'hui les perspectives de la lutte ?

— La lutte en Bolivie est plus dynamique que dans d'autres pays car les mineurs ont souffert depuis toujours de la répression ; ils ont donc beaucoup d'expérience pour l'organisation des luttes. Dans la clandestinité, la fédération des mineurs développe les luttes. D'emblée, leur combat se situe à un niveau politique. Les mineurs boliviens n'ont jamais été corporatistes, trade-unionistes. Ils ont pris en main l'ensemble de la lutte du prolétariat bolivien. Ils comprennent que la libération des travailleurs passe par le renversement du régime lié à l'impérialisme. Leur situation ne peut leur permettre de nourrir l'illusion d'arriver au pouvoir par les élections. Leur syndicat qui regroupe la quasi totalité des mineurs, se situe clairement sur des positions de classe anticapitaliste et antiimpérialiste, applique la démocratie prolétarienne.

Les mineurs et tout le peuple bolivien ne croient pas les promesses démagogiques de Carter sur la «démocratisation de la dictature». Ils savent qu'ils n'ont rien à attendre du capitalisme et de l'impérialisme et que leur avenir, c'est le socialisme.

• Syrie

«La Syrie observe depuis déja longtemps une attitude ferme et invariable, s'opposant à toute tentative visant a obtenir des facilités militaires sur son territoire d'où qu'elles viennent» vient de rappeler un porte-parole syrien.

Cette mise au point, a été faite à la suite de la publication, par un journal étranger, d'une nouvelle selon laquelle le président Assad aurait refusé une telle demande formulée par l'URSS durant sa récente visite dans ce pays.

• Chine

Plus de 96 % des usines de Tangshan, ville du Nord de la Chine, ravagée par le tremblement de terre de cet été, se sont remises à produire.

Près de 40 % de ces usines ont même atteint un niveau de production supérieur à celui qu'elles avaient avant le tremblement de terre.

De nouvelles entreprises ont déjà été reconstruites sur les débris de celles qui avaient été détruites cet été. C'est ainsi le cas de la principale usine du complexe métallurgique de Tangshan, dont la quasi-totalité des éléments avaient été démantelés lors du tremblement de terre, et qui, un mois à peine après le désastre, a été reconstruite et a déjà retrouvé son niveau de production antérieur grâce à la mobilisation du peuple chinois.

• ONU

Le secrétaire général de l'ONU, M. Kurt Waldheim, ouvrira la conférence qui doit se tenir du 16 au 21 mai prochain à Maputo (Mozambique) sur le thème du «soutien aux peuples de Namibie et du Zimbabwe».

On s'attend à ce qu'un très grand nombre de gouvernements, y compris tous les membres du conseil de sécurité, et des représentants à un haut niveau des mouvements de libération d'Afrique australe participent à cette conférence, convoquée à l'origine par trois organes de l'ONU : le Comité de décolonisation, le Conseil pour la Namibie et le Comité contre l'Apartheid, en consultation avec l'OUA.

ORLAC-GILCA, A VIENNE DANS L'ISERE

Un pas dans l'unité ouvriers-paysans



Une «coopérative» comme la laiterie Gilca est-elle dans la France capitaliste d'aujourd'hui, au service des travailleurs de la terre, ou bien est-elle une entreprise, qui avec des formes spécifiques, n'en exploite pas moins les ouvriers qu'elle emploie, ainsi que les petits producteurs paysans ? La grève des ouvriers de cette «coopérative» a permis de mettre en échec la tactique de division patronale, consistant à opposer ouvriers et paysans. Les ouvriers de cette entreprise qui avaient les plus bas salaires de la région Rhône-Alpes, ont déclenché une grève et ont fait appel à la solidarité des petits et moyens paysans exploités. Cette grève s'est arrêtée le 27 avril sur une victoire partielle, mais le bilan est largement positif. C'est ce que nous explique notre correspondant de Vienne.

La plupart des travailleurs d'Orlac-Gilca en sont bien conscients : les 15 jours de grève ont fait franchir un grand pas : ces travailleurs ouvriers et employés se sont unis, ils ont créé dans la lutte des liens entre ouvriers et paysans, ils ont fait revivre pleinement sur Vienne la solidarité de classe des travailleurs.

UNE PREMIERE VICTOIRE SUR LE PLAN REVENDICATIF

Sur le plan des revendications, c'est une victoire partielle : victoire parce que ce qui a été obtenu dépasse déjà le plan Barre ; mais victoire partielle parce que, la masse des grévistes en était convaincue et en a depuis la preuve formelle, les conditions d'une victoire encore plus grande étaient remplies.

LE BILAN DE L'ACTIVITE DU PCF

Aujourd'hui, il est important de ne pas en rester là, il faut répondre clairement à la question : *Qui a tout fait pour freiner l'élan des grévistes ? Qui a semé le doute là où la confiance était unanime ?* LES GRANDS RESPONSABLES : les dirigeants du PCF (contre d'ailleurs la volonté de quelques adhérents de ce parti qui dans la lutte ont gardé des positions de combat).

Nous savons qu'ils vont crier au scandale devant une telle affirmation : *«Comment, mais nous avons élevé des protestations: Nous avons vendu l'Humanité dimanche, nous avons fait un communiqué de presse, des tracts, des adhésions !».*

Mais relisez ces tracts : vous n'y trouverez rien qui mette en avant ce qui a fait la force de cette grève ouvrière. Où parlent-ils de l'unité indispensable syndiqués-non syndiqués ? Quand soutiennent-ils la juste pratique de l'assemblée générale des travailleurs, souveraine et seule capable de diriger démocratiquement le mouvement ?

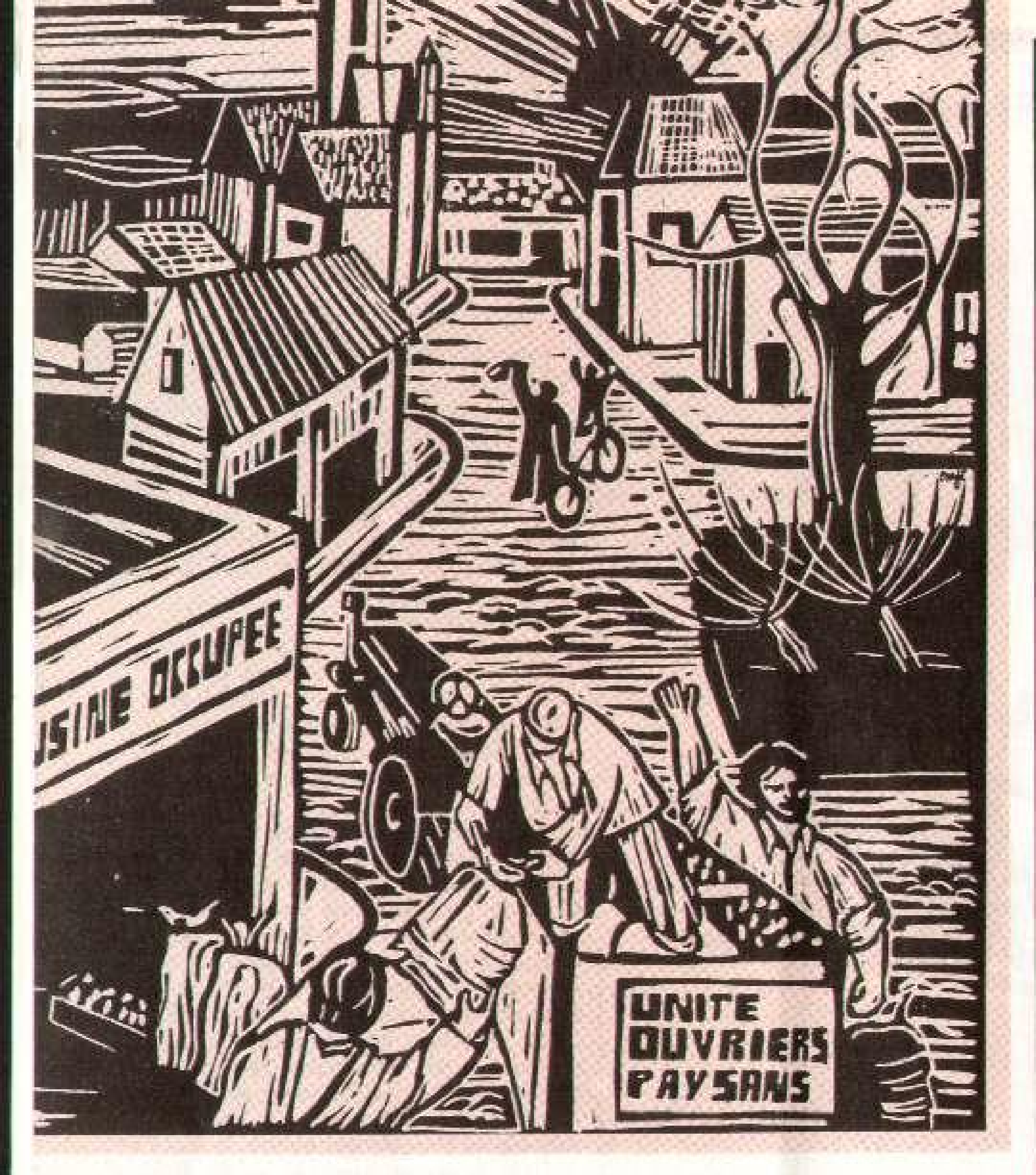
Et surtout, à quel moment, ont-ils soutenu cette formidable initiative mutuelle qui a fait qu'ouvriers et paysans se sont retrouvés côte à côte contre le même patron ?

Dans le même moment où les dirigeants du faux parti communiste français affirmaient *«soutenir la lutte»*, ils ne ménageaient aucun effort pour démoraliser les grévistes, en semant le doute sur leur force et finalement le défaitisme.

Chacun sait combien est important le contrôle bureaucratique que ce parti exerce sur le syndicat CGT.

Au cours de la grève, tout a été fait de sa part, notamment au travers des responsables de la CGT, pour affaiblir le rapport de force : frein à l'extension du conflit aux autres usines du groupe ; frein à l'extension de la solidarité sur la ville de Vienne ; appels répétés invitant les travailleurs à reprendre le travail sans avoir rien obtenu.

Toute cette activité a été d'autant plus criante que d'un côté, et dans le même temps, les responsables de ce parti multipliaient les opérations de publicité autour de leur frais «zélus» municipaux, vidant ainsi la grève de



son contenu pour en faire un tremplin de propagande pour le programme commun et les élections législatives de 1978.

Voici ce que l'on pouvait entendre par la bouche d'un chef du faux parti du PCF sur Vienne, le dernier jour de la grève : *«Il faut signer. Tu te rends compte, dix grèves dures comme ça, et ON ne sera pas élu en 78».*

DES ACQUIS DE PREMIERE IMPORTANCE

On peut noter les nombreuses initiatives concrètes prises au cours de la grève et soutenues par les militants marxistes-léninistes permettant un renforcement de la démocratie prolétarienne :

— Assemblée générale des travailleurs en grève où chacun pouvait s'exprimer, donner son point de vue, critiquer et faire des propositions.

— Délégation de masse aux négociations

— Vote à main levée

— Mise en place progressive d'un comité de grève permettant aux syndiqués et non syndiqués de participer au mouvement.

UN PAS DANS LA SOLIDARITE OUVIERS-PAYSANS

Les militants communistes marxistes-léninistes ont également soutenu et agi concrètement pour réaliser sur des bases de classe correctes l'indispensable unité et solidarité avec la paysannerie laborieuse de la région, et notamment les petits producteurs de lait dépendants de ce trust.

Au cours de la grève et dès le début, la solidarité effective existait entre ouvriers d'Orlac-Gilca et les travailleurs paysans de la région : délégations de soutien de Paysans-Travailleurs et des CDJA de Rhônes-Alpes, discussions et piquet de grève, prise de parole en assemblée générale, tract diffusé dans les campagnes.

Cela a considérablement renforcé la confiance mutuelle entre ouvriers et paysans exploités, et encouragé les ouvriers à la poursuite de la lutte.

AUTRES ACQUIS

D'autres importants acquis sont également à mettre au bilan de la grève. Il y a la solidarité ouvrière et populaire sur la ville de Vienne (2,5 millions d'anciens collectés en 15 jours). Il y a la solidarité construite au cours de la grève avec les travailleurs des autres usines du groupe qui, manifestement, a ouvert d'intéressantes perspectives pour l'avenir.

LES PERSPECTIVES

Après cette première grève, les perspectives sont nombreuses.

Le courant qui s'est exprimé au cours de la grève d'Orlac est le courant de la lutte de classe. Les ouvriers et employés grévistes ont constaté la puissante force qu'ils représentaient lorsqu'ils étaient unis et déterminés. Ils ont constaté combien les patrons pouvaient être isolés, surtout pour cette entreprise laitière, lorsque ces derniers n'avaient pas les paysans avec eux.

Si l'unité d'action ouvriers-paysans a pu faire reculer les patrons de ce trust de dimension mondiale, la SODIMA, quelle force immense pourrait représenter l'unité d'action de la classe ouvrière révolutionnaire et des travailleurs de la terre à l'échelle du pays tout entier.

Comment tisser des liens indestructibles entre travailleurs, comme ceux d'Orlac et d'autres entreprises qui mènent des luttes classe contre classe ?

Comment faire pour que chaque lutte où la solidarité ouvrière et paysanne est active ne soit pas isolée, mais aille en se renforçant ?

Comment y parvenir, malgré l'isolement dans lequel la bourgeoisie au pouvoir d'un côté, les dirigeants du PCF et de la fausse gauche de l'autre, tentent de maintenir de justes luttes ?

L'arme pour y parvenir, c'est un véritable parti communiste, un parti ouvrier, un parti qui œuvre pour l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie travailleuse, un parti pour le socialisme garanti par la dictature du prolétariat.

Notre cible dans le mouvement ouvrier

Parmi les lecteurs de notre presse, non-militants marxistes-léninistes mais encore influencés par l'«Union de la gauche», on peut entendre ce genre de remarques : *«D'une façon générale, on dirait que l'ennemi principal de la classe ouvrière, c'est le PCF et la CGT» ; « Pourtant, ceux qui «pompent la sueur» des travailleurs, c'est bien les patrons et leurs agents dans les usines, leurs CRS qui nous matraquent».* Ce sont là des remarques importantes qui soulèvent des questions sur lesquelles il est nécessaire de lever toute ambiguité.

Ceux qui font «suer le burnous» il est bien évident que ce sont les patrons (même s'ils se disent de «gauche» ou même «communistes» comme le sieur Doumeng) , ça personne ne le conteste et l'État est à leur service.

C'est donc *tout ce système* que nous remettons en cause pour lui substituer le pouvoir révolutionnaire de la classe ouvrière.

Mais en fait, les choses ne sont pas si simples. Depuis que le prolétariat existe en tant que classe, il a dû combattre — *en même temps que les exploiteurs* — ceux qui cherchent à le détourner de la voie révolutionnaire. Hier, c'étaient les chefs sociaux-démocrates (tel Jouhaux), aujourd'hui, ce sont *principalement* (mais pas uniquement) les dirigeants révisionnistes du PCF et de la CGT. Lénine a mené une lutte impitoyable, à mort, contre les révisionnistes de son époque.

Que font donc les dirigeants révisionnistes pour être ainsi désignés comme la cible de nos coups ? Tout d'abord, quels intérêts défendent-ils ? Le Programme commun, signé avec leurs compères socialistes, ne remet nullement en cause le capitalisme. Comme le disait Lénine *«ce sont de meilleurs défenseurs du capitalisme que les capitalistes eux-mêmes».*

L'impérialisme, en donnant des miettes tirées des profits exorbitants du colonialisme, a réussi à corrompre une petite fraction de la classe ouvrière, pour en faire une couche bourgeoise (l'aristocratie ouvrière) qui est le principal soutien social de la bourgeoisie.

Aujourd'hui, non seulement les révisionnistes cherchent à préserver leurs privilèges, mais ils aspirent à gérer à leur tour le capitalisme et toute leur ligne idéologique et politique est basée là-dessus. C'est cette *ligne bourgeoise* que nous combattons. Pour faire illusion aux yeux des travailleurs, ils essaient de se donner un vernis révolutionnaire. Vernis d'autant plus trompeur que certains dirigeants du PCF et de la CGT furent par le passé d'authentiques communistes et syndicalistes révolutionnaires. Mais on ne doit pas raisonner avec des sentiments : depuis plus de 20 ans maintenant, les dirigeants révisionnistes ont bradé les positions de classe du prolétariat pour celles de la bourgeoisie.

Est-ce à dire que tous ceux qui croient au Programme commun ne pourront jamais rejeter la ligne révisionniste ? Non ! Il n'y a pas un petit Marchais ou un petit Séguy dans chaque usine ou localité. Les militants de base et cadres intermédiaires — ainsi que les délégués syndicaux — sont en fait utilisés comme des instruments, ils sont odieusement trompés par une propagande mensongère contraire à leurs intérêts de classe.

Nous ne confondons pas la clique dirigeante qui se presse de prendre le pouvoir pour gérer le capitalisme et la grande masse des adhérents qui se laisse entraîner dans l'ornière, de même nous ne confondons pas les héroïques peuples soviétiques avec les nouveaux tsars du Kremlin. Les uns sont les initiateurs alors que les autres appliquent. Ce qui fait qu'avec les uns les contradictions sont antagoniques, alors que pour les autres elles sont au sein du peuple.

Tous les prolétaires ont intérêt à la révolution et au socialisme, mais nous ne pourrons en arriver là que lorsque la ligne révisionniste aura été largement discréditée par les ouvriers eux-mêmes. C'est notre rôle de les aider à y voir clair, notamment dans le cadre des luttes de la classe ouvrière.

C'est pourquoi, si la bourgeoisie au pouvoir est bien notre ennemi fondamental, il nous faut en même temps arracher la classe ouvrière à l'influence du révisionnisme.

Serge Laforge

CABLES DE LYON - CLICHY

Expulsions et licenciements : deux visages de la répression

Depuis la grève en 75, la lutte de classe aux Câbles-de-Lyon-Clichy a continué de se développer, intensee et parfois violente, et l'annonce de 5 licenciements demandés le mois dernier par la direction (dont 4 ont jusqu'ici été empêchés) a replacé cette usine dans le feu de l'actualité.

Le «Bulletin unitaire des travailleurs des Câbles-de-Lyon-Clichy» N° 8 vient de sortir : un dossier détaillé argumenté sur les exclusions de la CGT, les deux lignes qui s'affrontent, le point de vue des camarades, la lutte de classe toujours aiguë, la répression, les propositions, etc.

Pendant plusieurs heures, un camarade (le secrétaire de la section dissoute, licencié et repris à la cantine du CE) raconte .

Le travail d'un communiste marxiste-léniniste, avec ses difficultés, ses succès, la lutte des masses, leur conscience marquée par la variété des nationalités, des religions, et le profond désir d'unité, que de problèmes abordés :

– Cette unité à construire sans cesse entre Français, la plupart qualifiés, et immigrés qui sont la majorité et le plus souvent OS, entre production, entretien, bureaux, etc. ;

– Le problème de l'ennemi, de la cible à bien viser (les ennemis ne sont toujours qu'un petit nombre) ;

– Celui de la démocratie et des rapports entre dirigeants et base dans la lutte ;

– Celui des revendications : la question de la qualification par exemple et l'idée de «juste salaire» que les grands dirigeants CGT (présents aux négociations en 75) ont expérimentée aux Câbles, idée ranimée en même temps qu'arrivait le Programme commun et que disparaissait des statuts le paragraphe sur l'abolition du salariat ;

– Le problème du secteur «Défense nationale» (les Câbles en sont) et de son statut particulier (présence permanente de la sécurité militaire ;

– Et toujours le problème de la lutte contre le révisionnisme pour que la rupture avec lui soit claire, profonde, massive.

UNITE A LA BASE ET DANS L'ACTION

Les exclusions

«Les exclusions début novembre 76 et la dissolution de fait de la section par les dirigeants de la CGT (se cachant d'ailleurs sous le sigle de l'Union locale) sont antistatutaires : le bulletin le prouve abondamment.

Et elles sont un deuxième visage de la répression : elles ont donné le feu vert à la direction pour faire en 3 mois ce qu'elle n'avait jamais osé ou pu faire auparavant : réduction d'horaire, mutations à tour de bras, contrôle médical patronal (la section dissoute, avec tous les travailleurs, avait mené sur ce point une lutte au grand retentissement et qui l'avait jusque là empêché), système policier digne de Citroën, création d'un syndicat FO, etc.

Tout a été fait pour tenter de sauver la section : réunions de travailleurs contre les exclusions, lettres au «nouveau» secrétaire, nommé par les permanents de la CGT, pour lui donner toutes explications, délai et propositions aux «exclueurs» pour qu'ils reviennent sur leur décision.

Ces tentatives n'ont rien donné.

S'organiser

Après mûres réflexions, après diverses actions menées dans plusieurs secteurs de l'usine, plus de 4 mois après, une section CFDT se monte et connait un rapide développement. C'est elle que les 5 nouveaux licenciements visaient à décapiter !

Les travailleurs ont compris qu'il faut s'organiser. La solide implantation du parti marxiste-léniniste est à l'ordre du jour.

Les dirigeants révisionnistes de la Fédération CGT ont semé la division et donné de précieuses armes aux patrons contre les travailleurs ; la section qu'ils ont remontée subit de sérieux revers. Elle est et reste d'ailleurs la pure et simple copie conforme de la cellule du PCF. Le révisionnisme y aura gagné d'être démasqué et les travailleurs en sortiront plus unis sur de nouvelles et solides bases de classe !

Jacques DUROC

CABLES DE LYON TRUST CGE

A Clichy 1 800 travailleurs, beaucoup sont immigrés.

ÉTAPES DE LA LUTTE

— 52 jours de grève en été 1975, affrontements avec les flics (deux ouvriers blessés)

— Après la grève : barreaux aux fenêtres, rondes dans l'usine, poursuite de délégués CGT et du secrétaire de section pour «coups et blessures» (!), procédures de licenciement.

— Débrayages, manifestations, galas contre la répression, empêchent les licenciements.

— En juin 1976, les dirigeants fédéraux CGT dénonçaient le secrétaire de la section... le ministre du travail ordonne en septembre son licenciement !

— Repris par la cantine du CE, il est réélu secrétaire de la section...

— Sur ordre des dirigeants fédéraux CGT, celle-ci est dissoute en novembre 1976.

FILLOD (usine mécanique près de Thionville)

UNE SEULE SOLUTION : L'OCCUPATION

Reportage de notre envoyé spécial Philippe Leclerq

On se souvient que le 14 avril, 15 000 travailleurs manifestaient dans les rues de Thionville contre le chômage, les licenciements, la fermeture d'Usinor. C'est ce même jour que les ouvriers de Fillod, présents en masse dans la manifestation, décidaient de se mettre en grève.

Le problème qui se pose à eux est le même que celui des autres travailleurs de la région : les licenciements, le chômage. Les ouvriers de Fillod allaient montrer la voie à suivre.

Fillod est une usine de 450 travailleurs environ, à Florange, près de Thionville. C'est une usine de construction mécanique.

Fin mars, la direction annonce le licenciement de 70 travailleurs, déclarés «inadaptés». Le 6 avril, les travailleurs donnent leur réponse. Deux mots cinglants: «Aucun licenciement !». Le 14, c'est la grève.

La revendication est posée en termes clairs : «Travailleurs oui ! Chômeurs non !». Mais très vite, l'ensemble des grévistes a compris qu'on ne pouvait en rester là. Il fallait faire un pas de plus.

OCCUPATION

Le 20 avril, ils décident d'occuper l'usine. Mais une occupation, ça s'organise. Le comité de grève, seul représentant des grévistes, dirige la lutte. Il regroupe des syndiqués (CGT-CFDT) et des non syndiqués, des Français et des immigrés. Il fut élu en assemblée générale. L'assemblée générale des grévistes se réunit dans l'usine et prend les décisions. Chacun peut y prendre la parole.

Dans l'usine, les fusibles furent enlevés, des camions prêts à partir furent déchargés, les portes furent soudées.

Pour empêcher la poignée de non-grévistes d'aller travailler, l'ensemble des grévistes est présent chaque matin à l'usine, qui est occupée en permanence par tous. Par ailleurs, des discussions ont lieu avec les non-grévistes, surtout des employés, pour essayer de les convaincre que chacun est concerné et que l'unité s'impose face aux licenciements.

UN EXEMPLE A SUIVRE

Les grévistes de Fillod qui ont unanimement lancé le mot d'ordre «Union, action, occupation» montrent la voie à suivre pour lutter contre tout licenciement.

Ce que montre la lutte de Fillod c'est que les grandes manifestations comme celle du 14 avril à Thionville ou la montée à Paris, ce n'est pas suffisant pour faire reculer la bourgeoisie.

Ces manifestations révèlent la force de la classe ouvrière. Mais elles doivent être un tremplin pour l'action dans l'ensemble des entreprises métallurgique et sidérurgique de la région pour la grève illimitée avec occupation.

Ce que montre aussi la lutte de Fillod, c'est qu'une occupation ça s'organise. Que pour tenir, il faut mobiliser les ouvriers, leur donner la direction de l'occupation, par des assemblées générales sur place, par l'élection démocratique d'un comité de grève, seul représentant des grévistes, responsable devant l'assemblée générale.

Il apparait de plus en plus clairement que c'est la seule solution pour faire céder les banquiers et les patrons, à Fillod comme à Usinor, dans toute la région !



Une réunion des grévistes dans l'usine occupée. (Photo HR)

L'USINE FILLOD OCCUPEE (suite)

Le 5 mai, comme tous les jours, les grévistes de Fillod se rassemblent sur les marches des bureaux et en bloquent l'entrée. (Photo HR)



Ce jour-là, une action spéciale a été organisée. A 9 heures, départ en manifestation. (Photo HR)



Pendant une heure, les grévistes occupent la voie ferrée, bloquant le trafic ferroviaire et routier. (Photo HR)



Quelques flics pointent le nez : «Nous sommes des travailleurs comme vous», disent-ils ! Mais la démagogie ne marche pas !

Entretien avec un ouvrier tunisien : Ceux qui nous exploitaient dans le Magrehb hier, nous exploitent en France aujourd'hui

— Les travailleurs immigrés se trouvent eux aussi dans la lutte, pourquoi ?

Le conflit qui se déroule à la C.M. Fillod concerne toute la classe ouvrière dans son ensemble et en particulier les immigrés, tunisiens, algériens, marocains.

Ce sont dans l'ensemble les plus frappés par les licenciements car la direction n'a rien fait pour les adapter aux nouvelles méthodes.

Par contre, c'est la même clique qui nous a gouverné dans le Maghreb et qui nous use à son profit aujourd'hui. Les immigrés ont donné tout ce qu'ils avaient d'eux-mêmes. Ils ont été patriotes. Ils ont versé leur sang sur le sol de leur pays pour la libération de leur patrie. Nous ne voulons plus qu'aujourd'hui la même exploitation se reproduise sur le sol français.

— Il y a eu des pressions sur les immigrés ?

Il y a eu des pressions en effet. Il y a eu pas mal de pressions contre les maghrébins surtout. De la part de certains Français et même de la part de quelques traitres maghrébins.

— Mais les ouvriers français et immigrés se trouvent au coude à coude ?

Les immigrés maghrébins sont solidaires des autres immigrés et des Français. Nous sommes en plein accord de lutter jusqu'au bout pour nos revendications : pour aucun licenciement et les portes ouvertes au travail pour tout le monde, sans distinction de race ni de religion.

Pour nos pauvres, s'il vous plait...

Fillod dépend de la CLIF : Compagnie Lorraine Industrielle et Financière. On y trouve aussi : Sidelor, Sacilor, de Wendel, etc...

Les comptes des entreprises de la CLIF sont publics. Ces messieurs les patrons chantent alors la chanson de la crise :

Il n'y a plus de marché,
Plus de débouchés,
Plus de commandes !
Bref, c'est la crise,
Le déficit, la ruine,
La catastrophe, la misère !
On n'y peut rien, mais ...
Il faut licencier !

Mais voilà, il y a un truc !

Les comptes de la CLIF elle-même sont secrets, eux. Enfin, ils l'étaient, car il y a eu des «indiscrétions»

On a alors appris qu'un actionnaire moyen n'avait empoché en 74 que 5,7 milliards ! Un rien ...

Alors là, on comprend mieux : pour les patrons, c'est vraiment la misère ! On en tiendra compte !

USINOR-THIONVILLE

Deux lignes en présence

Rappelons que sur décision des capitalistes d'Usinor, l'usine de Thionville devrait voir ses effectifs ramenés de 4 200 à 800 en quelques mois.

La compression est déjà bien engagée jusqu'à ce jour : ce sont presque 1 000 emplois qui ont été supprimés par l'effet cumulé des départs en retraite, des mises en pré-retraite, des mutations «de plein gré» dans les usines du groupe et des départs volontaires encouragés par le versement d'une prime de licenciement.

Mais le courant des départs est maintenant stoppé, les «volontaires» se font rares ; l'heure est venue de résister car dans deux mois, la ligne fonte-acier sera définitivement arrêtée (hauts-fourneaux, aciéries, laminoirs).

Or, résister c'est renoncer aux défilés et aux manifestations extérieures qui ont jusqu'ici détourné la volonté de lutte des travailleurs, en laissant le terrain libre au patron.

Résister, c'est passer aux actes dans l'usine, c'est renverser le courant de défaitisme que l'inertie du cartel intersyndical (dû notamment à l'alliance de la CGT et des cadres) a laissé se développer dangereusement dans l'entreprise.

Sous la pression des travailleurs combatifs, et de la CFDT, qui était paralysée jusque là par un complexe de syndicat minoritaire et par une conception erronée, de l'unité, le cartel a enfin réuni une première assemblée générale, le 3 mai. Mais non pas à l'usine : en ville. Ainsi l'a voulu la CGT pour favoriser les cadres au détriment des ouvriers.

Il n'empêche que lors de cette première AG et pour la première fois depuis 10 ans, les dirigeants syndicaux se sont tus pour laisser la parole aux travailleurs. Bien que peu représentative, cette AG aura au moins révélé deux lignes opposées : celle des cadres, contre la grève et l'occupation, et celle de la lutte.

La CGT garde un langage dur en apparence, mais présente toujours l'occupation comme une éventualité, comme une décision à prendre «le moment venu», avec l'accord de tous, y compris avec l'accord des cadres et pourquoi pas des éternels briseurs de grève.

Nul doute que les dirigeants de la CGT auront de plus en plus de mal à jouer leur double jeu. Non seulement le syndicat des cadres est largement dicrédité, mais la CFDT prend des positions de plus en plus combatives et justes, qui vont poser de rudes problèmes au cartel.

On ne peut pas tromper les masses longtemps. Les révisionnistes de la CGT et du PCF vont l'appredre à leurs dépens dans la lutte inéluctable contre les licenciemnts et les mutations.

Un militant marxiste-léniniste de l'usine
Le 5 mai 1977

Licenciement à la CFDT

La section CFDT du personnel de la Confédération et des sociétés annexes de la CFDT proteste contre le licenciement sans préavis, pour faute lourde, et peu après sont retour d'un arrêt de maladie d'une employée du secteur Action sociale-cadre de vie.

Le motif

Notifié dans la lettre de licenciement : *«De votre poste de travail vous aviez, de votre propre initiative, pris contact téléphonique avec une personne salariée d'une de nos structures de l'Union départementale de Gironde pour obtenir d'elle un rendez-vous afin de vous informer des problèmes internes à cette structure.»*

La procédure

Celle-ci est bien digne de n'importe quel patron.

— Convocation à l'entretien préalable la veille au soir pour le lendemain 9 h avec convocation une heure plus tard du conseil de la section... sur les problèmes de librairies, et une heure après celle du CE, sans préciser la personne en cause et le motif du licenciement !

— Quelques jours auparavant, on lui avait laissé le choix entre... démissionner avec deux mois de préavis et congés payés, ou être licenciée sans préavis ni indemnités !

— Le motif invoqué dans la lettre n'est plus celui invoqué à l'entretien préalable et devant le CE : non respect du secret professionnel et utilisation de connaissances de problèmes traduits dans des notes internes à l'organisation.

Les faits

Reconstitués à partir d'un carnet où sont notées les communications reçues au secteur :

— Le 6 décembre 1976 : appel pour une demande de renseignement sur un problème de retraite complémentaire pour une salariée administrative de l'UD de Gironde.

— Le 9 décembre, deuxième coup de fil pour donner le renseignement. C'est alors que l'employée apprend que l'UD de Gironde est suspendue.

Pas d'autre contact avec l'UD de Gironde, d'autant qu'elle est hospitalisée à Paris le 29 décembre et reprend le 14 mars 1977 !

On peut se demander quand cette histoire a été connue et considérée comme faute grave ! En décembre 76 ou en mars 77 ?

L'administrateur général ne veut quant à lui pas répondre sur la manière dont il a eu connaissance du fameux coup de fil.

Voilà les pratiques de ces hauts permanents : des patrons comme les autres !

Ceci, qui n'est d'ailleurs pas une pratique unique (on apprend en même temps la mutation d'un employé de la librairie) doit être largement connu dans la CFDT et la réintégration doit être exigée !

Jacques Duroc



Nouveau succès pour les éboueurs parisiens



Les éboueurs en grève, le 1er Mai.

14 jours de grève ; c'est le cinquième mouvement de lutte des éboueurs parisiens depuis sept ans (1970, 1972, 1974, 1976). A chaque fois, du souvenir des plus anciens, le même scénario se reproduit à peu de choses près, les autorités refusent les négociations, appellent l'armée à la rescousse, alors la grève se consolide et finalement le pouvoir fait des concessions.

5 583 éboueurs au total pour l'agglomération de Paris dont à peu près les trois quart sont des travailleurs immigrés (Sénégalais, Maliens, Ivoiriens, en majorité mais aussi des Arabes), répartis dans plus d'une centaine de dépôts. Bien souvent ignorés ou méprisés à cause du travail pénible et salissant qu'ils effectuent, les éboueurs rappellent périodiquement au pouvoir dont ils dépendent (maintenant à la municipalité de Paris) qu'ils sont indispensables et n'acceptent pas n'importe quelle condition de travail ou de rémunération.

Des conditions de travail vraiment pénibles

Il faut savoir que pour un éboueur parisien la journée commence bien souvent à 4 h du matin et se termine à une heure où pour beaucoup d'autres elle commence à peine. Le travail est pénible, chacun d'entre eux charge en moyenne 2 tonnes d'ordures par jour, avec la pluie, les poussières, les odeurs, le froid qui provoquent fréquemment des maladies pour des travailleurs habitués au climat africain.

Les accidents sont aussi fréquents, il faut faire des acrobaties avec des charges qui atteignent ou dépassent parfois 50 kg, pour éviter les voitures en stationnement ; et les tours de reins, foulures, entorses ne sont pas rares quand ce ne sont pas des éclats de verre reçus en plein visage. L'exploitation de ces travailleurs se manifeste par des effectifs insuffisants et des salaires très bas , entre 2 000 et 2 500 F avec 25 ans d'ancienneté ! Mais cela n'empêche pas l'état patron de maintenir dans un écart si réduit une foule de catégories et d'échelons, de ne pas titulariser des saisonniers qui ont des années d'ancienneté.

L'unité dans la lutte

Mais le piège de la division est surmonté depuis longtemps. C'est une victoire de leur grève que de réaliser une unité solide (le nombre de grévistes a atteint 80 % des effectifs) entre catégories différentes et nationalités multiples en tenant compte que beaucoup parlent mal la langue française et ne connaissent que leurs langues ou dialectes d'origine. Il n'y a guère que les chauffeurs de bennes, principalement Français qui maintiennent une division entretenue par l'État-patron. L'opération-armée, au grand désespoir de la municipalité de Paris n'a pas réussie, malgré la précaution prise de faire venir des appelés de province éloignée, une passivité complice de beaucoup de soldats, doublée de leur inexpérience, a fait échouer la tentative de briser la grève. Un certain nombre de bennes sont même endommagées pour un bout de temps.

Prêts à recommencer

La décision de reprendre le travail a été prise en assemblée générale par 1 500 grévistes sur la base d'une augmentation de 100 F (nouvelle prime plus 50 % d'augmentation de la «prime nationale») et de promesses pour la titularisation et l'embauche supplémentaire. «On a montré notre force, nous n'avons pas obtenu tout ce que nous voulions, mais on est prêts à remettre ça si les promesses ne sont pas tenues» nous disait un travailleur Sénégalais le jour de la reprise. Cette victoire, même partielle, consolidera l'unité et la confiance dans la lutte classe contre classe. Chirac peut en être sûr.

Guy Le Breton



La lutte continue

Aux Planchers Bourges (Angervilliers)

A l'Alsthom à Saint-Ouen

Au Pneu Alessandro près de Nice

A Deffrenne occupée et où les travailleurs ont mis de côté un «trésor de guerre»...

Elle se développe

Dans le secteur Santé (CHR de Brest, Pitié-Salpétrière, Necker, Broussais etc.)

Dans le Commerce : grands magasins et magasins populaires à Paris.

Chez Dubigeon (construction navale) à Nantes.

Dans la Chimie et l'Électronique à Chartres.

Dans les PTT (tri postal).

Elle remporte des succès

Aux Filatures et Tissages de Bessé sur Braye (Sarthe) : licenciement empêché.

A la Fonderie Giordan près de Nice (revendications salariales obtenues après 10 jours de grève)...

Une marée noire qui provoque la colère !

Une mer convoitée

Avec la découverte de gisements en mer du Nord, l'exploitation «off shore», c'est-à-dire en mer, a fait un bond. De 64 à 74, on y a foré plus de 600 puits.

La production pétrolière actuellement de 32 milliards de tonnes devrait approcher d'ici une dizaine d'années celle de l'Arabie séoudite et assurer le cinquième de la consommation européenne. Certes elle nécessite la construction de tours en acier de 100 à 200 mètres de haut de 12 000 à 20 000 tonnes (soit plusieurs fois le poids de la Tour Effel) ou de tours de béton de plusieurs centaines de milliers de tonnes. Les investissements sont donc considérables mais les profits sont à la mesure : ils se chiffrent ainsi que les royalties que touche le gouvernement norvégien en dizaines de milliards. C'est la Philips Petroleum, 14e compagnie américaine de pétrole, qui détient 36,09 % des parts du consortium financier. Pour le reste, 30 % vont au groupe belge Petrofina, 13,04 % à l'italien AGIP et 20 % au groupe Pétronord. Ce dernier comprend, outre la Norsk Hydro dont le gouvernement norvégien détient 51 % des parts, d'importantes compagnies françaises également à participation d'Etat : Elf Aquitaine et la Compagnie française des pétroles.

L'URSS convoite aussi ce pétrole. Alors que sa puissance navale en mer du Nord augmente sans cesse elle a fait savoir qu'elle considérait les installations pétrolières comme des «centres d'espionnage». Donc des cibles ou des proies possibles !

Depuis qu'on a découvert en mer du Nord un véritable Sahara sous-marin, elle s'est hérissée de gigantesques plate-formes pétrolières. C'est sur l'une d'entre elles, Bravo du gisement d'Ekofisk, situé à mi-chemin des côtes d'Écosse et de Norvège, qu'a eu lieu l'«accident». Tant qu'il s'agissait d'entretenir le «suspens» et de prédire «la «catastrophe du siècle», la presse a fait grand bruit. Maintenant, elle fait silence. Mais pour les ouvriers pétroliers, les pêcheurs et la population, il n'est pas question de se taire : l'heure est à l'action.

Ce n'est pas le premier accident qui se produit en mer du Nord où de gigantesques profits sont en jeu. Déjà en 75, trois ouvriers avaient été tués en évacuant la plate-forme «Alpha» à la suite d'un incendie. En octobre 76, un délégué à la sécurité d'une autre plate-forme, God , a été licencié pour avoir dénoncé les conditions dangereuses de travail. Aussi, lorsque l'éruption de pétrole s'est produite, lors d'une réparation du puits 14 de «Bravo», c'est la colère qu'elle a provoquée. Par bonheur, cette fois-ci, les 112 ouvriers et techniciens ont pu évacuer la plate-forme sains et saufs.

Mais malgré l'optimisme affiché par la «Philips Pétroléum», il a fallu une semaine pour colmater la fuite. Pendant ce temps, des centaines d'ouvriers ont encore couru de graves dangers. La grande densité des plate-formes, trop rapprochées sur ces gisements, les mettait à la merci d'une éventuelle explosion. Or, à la moindre étincelle, le geyser de pétrole et de gaz qui s'élevait à 60 m de haut, pouvait s'embraser. Et maintenant, tout est loin d'être terminé car 30 000 tonnes de pétrole se sont déversées dans la mer.

Des conséquences à long terme

Une nappe de 4 000 km2 de pétrole dérive lentement vers l'est, les côtes de Norvège et du Danemark. Le recours aux méthodes chimiques pour la disperser ou la couler ne ferait qu'augmenter les risques de dégâts. Le gouvernement norvégien multiplie les déclarations rassurantes. Il espère soi-disant que le pétrole «s'éliminera de lui-même» par évaporation ou sous l'action de fortes vagues. Les moyens de ramassage mécanique qu'il a mis en œuvre, barrages flottants et bateaux-pompes n'ont permis de récupérer jusqu'à présent que quelques centaines de tonnes... presque rien sur les 30 000 qu'il faudrait enlever.

Or, cette marée noire, qui se produit de plus au moment de la reproduction de nombreux poissons, fait courir de grands dangers à la faune et à la flore marines et donc aussi à la pêche. En s'étalant la nappe de pétrole va recouvrir la mer d'un mince film d'hydrocarbure et nuire à la pénétration de l'oxygène et de



En Norvège : «Soutenez les revendications des pêcheurs contre la destruction de la mer du Nord». Ci-dessous : les deux vannes de sécurité n'ont pas fonctionné.

adultes peuvent résister, les larves et les œufs qui flottent près de la surface risquent par contre d'être endommagés. C'est également le développement du plancton, base de la vie dans la mer, qui est menacé.

M. Le Gall, directeur du laboratoire de biologie marine de Concarneau, spécialisé dans les problèmes de pollution, souligne, comme bien d'autres écologistes, la gravité de la situation. Il connait bien la question. Il a suivi de près les dégâts qu'avaient provoquées, en 1967, les 100 000 tonnes de pétrole échappées du «Torrey Canyon». Sans parler des conséquences immédiates sur la pêche, 180 kms de côtes avaient été ravagés en Angleterre et en France. «Il a fallu, dit-il, près de

naturel récupère à peu près son état antérieur».

La sécurité, il faut l'imposer

Les pêcheurs savent bien eux aussi que c'est dans les mois qui viennent que les conséquences de la marée noire risquent d'être les plus importantes.

Même des grands ports français tel celui de Boulogne, pourraient être touchés en raison de la baisse de migration des jeunes poissons. 20 000 pêcheurs ont déjà entrepris en Norvège une action d'envergure. Ils veulent notamment empêcher l'extension des forages au-delà du 62e degré de latitude Nord, prévue pour l'année prochaine. C'est aussi l'ensemble de la population norvégienne qui se sent concernée

contentement. Tout en nous solidarisant avec elle, nous devons nous-mêmes nous montrer vigilants. La France est déjà l'un des pays les plus atteints et les plus menacés par les marées noires, le naufrage de Boelhen au large de la Bretagne l'a encore montré récemment. Cela tenait jusqu'à présent à l'important trafic pétrolier, qui se fait le long des côtes, dans des conditions de sécurité très insuffisantes. Or, voilà qu'en plus, des recherches sont en cours pour d'éventuelles exploitations pétrolières au large de la Bretagne, et même en Méditerranée, au large des côtes bastiaises, du golfe de Lyon et de Marseille. Dans cette petite mer fermée et située au milieu d'importantes concentrations de population, une marée noire aurait les conséquences les plus graves.

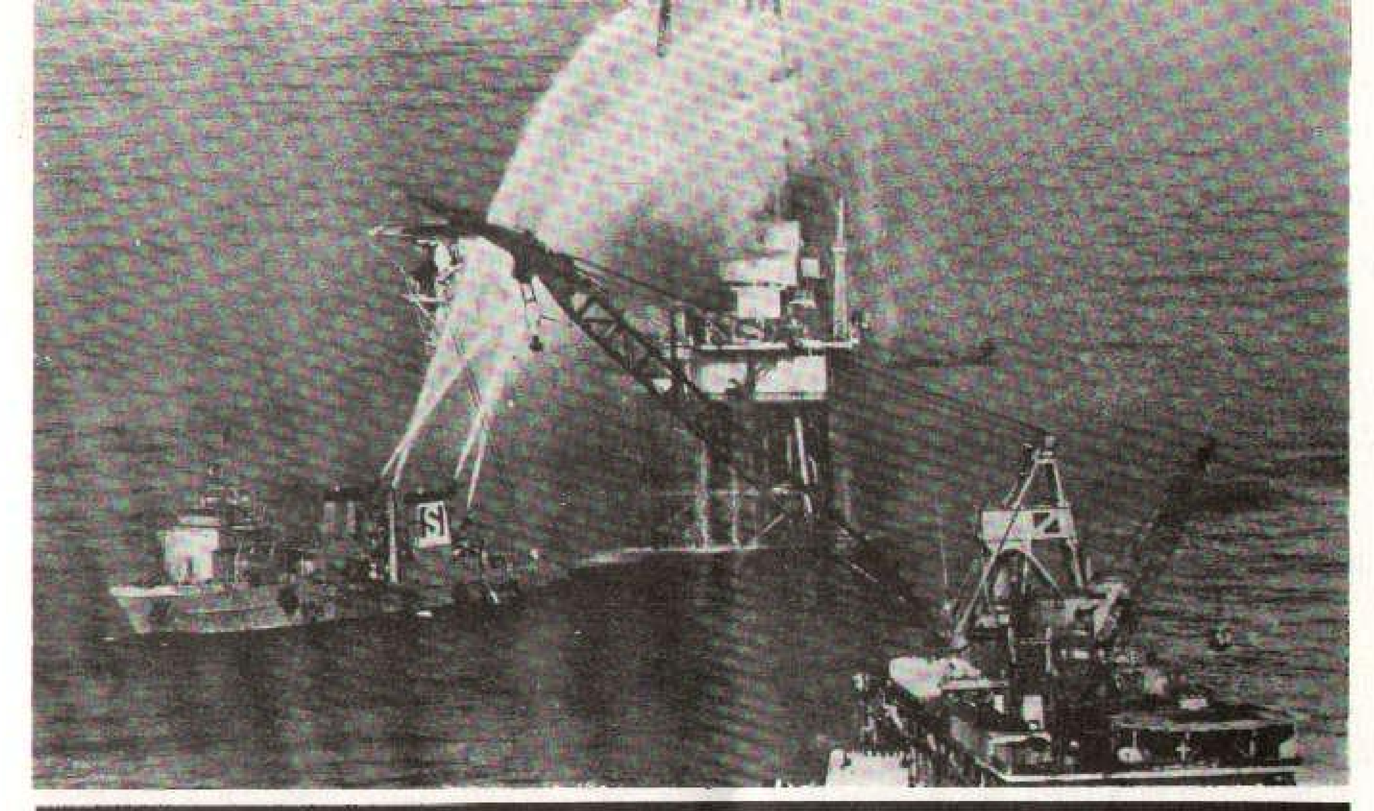
Responsable n° 1 : le profit

Les porte-paroles de la Philips-pétroléum ont essayé dès le début de mettre l'accident sur le compte d'une «défaillance humaine» telle la chute d'une simple clé à molette dans une conduite.

En fait, selon le syndicat des ouvriers de la pétrochimie, le Bravo était une vieille plate-forme présentant de nombreuses défectuosités. Lors de l'éruption, la vanne de sécurité située au-dessous de la mer n'a pas fonctionné. les spécialistes venus colmater la fuite ont constaté que la vanne d'en haut avait été montée à l'envers et ne fonctionnait pas non plus. Or la Philips-pétroléum avait garanti la sécurité.

Les 7 ouvriers qui se trouvaient sur les lieux de l'«accident» ont été mutés pour les empêcher de parler. Mais de nombreux autres pétroliers ont dénoncé «la recherche du rendement à tout prix sur la plate-forme Bravo». Les dangers de l'exploitation off-shore sur ces gisements étaient notoires. En septembre dernier, le ministère de l'environnement britannique lui-même concluait dans un rapport : «La probabilité d'une explosion de plate-forme (en mer du Nord) d'ici à 1981 est de 50 %.» Le gouvernement norvégien comme la Philips-pétroléum connaissaient donc fort bien les risques. Mais plutôt que de diminuer leurs profits pour améliorer les conditions de sécurité, il se sont livrés à de longues tractations pour savoir qui paierait en cas de catastrophe et combien.

Jean Nestor



Les spécialistes ont travaillé sous une pluie de pétrole et de boue, et de l'eau déversée pour prévenir une explosion.

Ecologie et lutte anticapitaliste

Le 10 juillet dernier, l'explosion d'un réacteur à l'usine ICMESA de Seveso libérait une grande quantité de dioxine, dangereux défiolant que l'impérialisme américain a utilisé de façon criminelle pendant la guerre du Vietnam. Après avoir cherché à minimiser le désastre, le gouvernement italien a dû se résoudre à entourer de barbelés les zones contaminées. 8 mois après, elles s'étendent toujours. Le ruissellement entraine la dioxine jusqu'à la banlieue de Milan à 20 km de là. Et les atteintes de la peau appelées chloranées se comptent désormais par centaines bien au-delà de Seveso.

Tout récemment, dix ans après la marée noire provoquée par le naufrage du Torrey Canyon, 30 000 tonnes de pétrole se répandaient dans la mer du Nord.

Ces catastrophes spectaculaires et graves sont de la même nature que la pollution à laquelle est exposée quotidiennement la population. De plus en plus, la faune, la flore, l'air qu'on respire, l'eau qu'on boit sont polluées. C'est que la recherche du profit dans notre système capitaliste est insatiable.

Son but c'est le profit maximum, au mépris de toute protection de la nature, au détriment de la santé et de la sécurité de la population. Les masses populaires sont de plus en plus touchées par cette pollution croissante. Aussi, en même temps que le mouvement écologique, on a vu se développer ces dernières années, de nombreuses luttes populaires contre la pollution. Des paysans se sont opposés à PUK dont les émanations de fluor dévastent leurs troupeaux. Des ouvriers ont exigé d'être protégés contre les poussières d'amiante. Des pêcheurs ont bloqué le port du Havre pour faire cesser la pollution de la baie de Seine qui leur ôte leur gagne-pain. Dans de nombreux endroits, les paysans menacés d'expropriation et la population se sont opposés à l'implantation sans aucune garantie de sécurité de centrales nucléaires.

C'est cela la lutte contre la pollution et nullement le fait de quelques «marginaux» comme voudrait le faire croire la bourgeoisie.

Tout révolutionnaire, loin de s'en désintéresser, doit au contraire y participer au premier rang. Il faut aussi travailler à ce que le combat des écologistes et de la population contre la pollution rejoigne celui que la classe ouvrière mène contre le capitalisme. Tous ceux qui luttent de façon conséquente contre la pollution peuvent constater combien elle est liée à la loi du profit.

Dans chaque cas de pollution, il existe un moyen de la combattre. Mais ce moyen les capitalistes ne peuvent le mettre en œuvre. C'est cela qu'il faut montrer en expliquant que, seul le socialisme, donnera eu peuple les moyens de maitriser la nature et de travailleur à son bien-être.

En bref

• Plus facile à trouver que le boulot...

Plusieurs jeunes sont morts récemment à Mulhouse et à Marseille à la suite d'une «overdose». A Lons-le-Saunier, on juge 51 victimes mais pas le coupable : c'est le procès du régime qu'il faut faire ! Si un nombre croissant de jeunes se drogue, c'est pour fuir l'exploitation et le chômage. Giscard fait mine de s'apitoyer. Il propose un M. Drogue et surtout davantage de brigades «antidrogue». Ce qui l'intéresse, en fait, on le voit bien, c'est la répression des jeunes et des chômeurs.



• Gâchettes démocratiques

Le secrétaire général d'un syndicat de CRS a déclaré récemment : «Les policiers resteront calmes et attentifs au respect des libertés démocratiques». Mais a-t-il ajouté, menaçant, «ils n'iront pas jusqu'à enterrer leurs morts en silence si ces libertés consistaient, pour certains, à prendre les armes et à s'en servir».

La police française ne demande qu'une chose : avoir le droit, comme en Italie maintenant, de se servir de ses armes.



• Presse fasciste, presse à abattre

«France-Picardie», torchon qui sert d'antenne régionale au «Parisien Libéré» ose écrire : «... En France, il y a 30.000 mauvais garçons. C'est bien tout. Il ne faudrait pas un effort démesuré pour les abriter ; 5 à 6 camps de concentration tout au plus. Leur édification, leur surveillance, leur entretien voilà du travail pour les chômeurs...»

Voilà le genre de presse qu'encourage notre régime et que la gauche a promis de tolérer quand elle sera au pouvoir.



• Que va dire madame «hausse des prix» ?

Le prix du lait déjà augmenté de 3,3 % au détail en avril va encore s'élever de 3 % : 1,85 F le litre au lieu de 1,80 F. Rappelons qu'il est acheté 80-90 centimes au producteur. Après les légumes verts, le café, on est curieux de savoir quelles bonnes raisons Mme Schrivener va trouver pour conseiller aux travailleurs de consommer moins de lait.



• Menaces d'expulsion

Voilà 3 ans que les travailleurs immigrés du 89 rue Fondary à Paris, dans le 15e, luttent contre l'expulsion. Le 27 avril, le tribunal des référés a rendu le jugement suivant «expulsion sous réserve de relogement décent». Un terme bien vague qui les incite à la vigilance et à faire appel au soutien le plus large.



«LA QUESTION»

Manipulation de l'Histoire

«La Question» : c'est le nom de la torture au Moyen-âge et sous l'Inquisition. Ce seul nom évoque tout une imagerie barbare. Sous ce titre, Henri Alleg faisait connaître au moment de la guerre d'Algérie, les tortures qu'on lui avait infligées au centre d'El Biar. Actuellement, on peut voir sur les écrans le film tiré de ce livre d'Alleg.

Le PCF qui a toujours été très discret sur la guerre d'Algérie fait grand bruit autour du film. Voilà qui est bizarre. Qu'est-ce que cela signifie ?

Une manipulation de l'Histoire

Qu'en est-il du film ?

Sous forme de document-vérité, on nous présente une falsification, une manipulation de l'histoire de la guerre de libération du peuple algérien. *«Les pouvoirs spéciaux sont votés»* nous dit-on au début du film. Votés par qui et pour quoi ? Cela on ne nous le dit pas. On nous montre Alleg reconstituant les scènes de torture, soutenu par des «militaires-aux-mains-propres», le protégeant des paras de Massu. On nous montre encore un gouverneur général absolument opposé à la torture, mais complètement terrorisé et dépassé par les «durs» de Massu. Le même gouverneur général refuse de maquiller l'assassinat de Audin en évasion.

Pourquoi déformer ainsi la vérité ? C'est Guy Mollet qui était au pouvoir à l'époque. C'est lui qui a demandé les pouvoirs spéciaux votés y compris par le PCF. Pouvoirs spéciaux qui permettront d'exécuter les patriotes comme des chiens et les communistes, peu nombreux, qui soutenaient le FLN, violant ainsi la discipline du PCA : ainsi Fernand Yveton. Dans le film, les paras sont décrits comme des excités qui outrepassent leurs pouvoirs. Or qui a nommé Massu responsable de la Sécurité pour qu'il mène la bataille d'Alger ? Qui a nommé Salan (une fois ses preuves faites en Indochine) commandant en chef



Maurice Audin, torturé et assassiné par l'armée colonialiste française en Algérie.

en Algérie ? C'est Guy Mollet et ses acolytes : Mitterrand ministre de la Justice et Deferre ministre de «La France d'Outre

Rien sur la lutte du peuple algérien

Le film dénonce surtout la torture exercée contre Alleg et les Européens. Pourquoi si peu de place à la lutte du peuple algérien ? Dans le cas précis Alleg fut arrêté et torturé alors qu'il se planquait et refusait de se rendre au camp de Lodi. Il n'était pas recherché à cause d'actions militaires de soutien au FLN. Directeur d'«Alger républicain», journal interdit, il avait multiplié les démarches auprès des autorités coloniales pour en obtenir la reparution. La répression contre les Européens est vraiment une goutte d'eau à côté du million et demi de martyrs du peuple algérien. Dans le film tout est fait pour embellir l'attitude du PCF pendant la guerre de libération.

Blanchir l'impérialisme

Attitude caractérisée par le refus systématique de soutenir réellement les activités des patriotes algériens. Ces derniers s'en souviennent. Tout est fait pour blanchir le gouvernement socialiste de l'époque. Il ressort aussi du film que la torture est le fait de débordements regrettables mais pas dans la nature de l'impérialisme confronté aux luttes du peuple. C'est un peu comme si l'on accablait les seuls SS et agents de la Gestapo pour innocenter Hitler pendant la deuxième guerre mondiale. Tout ça parce que les dirigeants du PCF veulent utiliser à leur profit le système impérialiste. Ils veulent se donner une réputation anti-colonialiste alors qu'ils sont aujourd'hui encore contre l'indépendance pour les DOM-TOM. 20 ans après, ils dénoncent la torture sur laquelle ils étaient plutôt muets pendant la guerre d'Algérie, accusant de gauchisme tous ceux qui combattaient cette monstruosité.

Aujourd'hui même, ils réclament le renforcement de la police, ils réclament toujours plus de commissariats. C'est cette police qui tire sur les jeunes, qui tabasse et expulse nos frères immigrés. C'est dans ces commissariats qu'on torture les jeunes comme à Corbeil, et dans le Var, qu'on viole les jeunes femmes comme à la gare du Nord.

De l'intoxication

Par ce film, le PCF essaie de se redonner une image crédible aux yeux des masses. Il est dans la lignée de «Avoir vingt ans dans les Aurès» ou de «Quand tu disais, Valéry» sur la lutte de Simm de Vautier. Mais le fait que 20 ans après le PCF tourne un tel film montre bien que les campagnes et les idées marxistes-léninistes ont porté leurs fuits.

Nombre de camarades ont commencé à percer à jour la vraie nature du PCF lorsqu'il a refusé de soutenir concrètement la lutte du FLN, lorsqu'il l'a ainsi trahie face aux coups de l'impérialisme français. Les campagnes marxistes-léninistes contre la sale guerre d'Algérie, contre la torture, pour montrer le vrai visage des socialistes ont trouvé un écho chez les travailleurs. On ne peut plus ignorer Fernand Yveton. On ne peut plus ignorer la responsabilité de Mitterrand dans cette affaire. Pourquoi lui et ses comparses auraient-ils changés ? Ces gens invoquant de nouvelles raisons d'État sont prêts à assumer la responsabilité criminelle de nouvelles exécutions à l'encontre de nouveaux Fernand Yveton.

Nous combattrons sans répit ces ennemis de la classe ouvrière et leurs laquais, tel ce Alleg à la mémoire si courte pour qui la dénonciation de la torture n'est que le prétexte pour une misérable entreprise de mystification.

Un film à ne pas avaler et à dénoncer.

Léon Cladel

Marionnettes au service des luttes et du parti

Propos recueillis par notre envoyé spécial Léon CLADEL.

A Lille, le 1er Mai a été marqué par un meeting particulièrement riche et vivant. Des réalisations culturelles, chants, sketches, chœurs parlés venaient appuyer les interventions, condenser les aspirations et les luttes des masses. Deux spectacles de marionnettes furent présentés. Les camarades de Lille ont réalisé une fiche technique pour faire profiter tous nos lecteurs de leur riche expérience.

Les lieux où on a joué «Un début à tout»

C'est le titre d'une nouvelle parue dans l'HR quotidien, qui évoque une lutte ouvrière, la part active qu'y prend une travailleuse et les problèmes qu'elle rencontre dans son ménage avec son mari qui ne prend pas spontanément en charge les tâches ménagères et familiales.

— Le marché de Wazemmes : 3 fois. A peu près une vingtaine de personnes sont restées jusqu'à la fin du spectacle.

— Le marché d'Hellemmes : préparation de cette intervention par des affiches : «Spectacle de marionnettes» et la présentation des marionnettes une semaine à l'avance avec un panneau et une marionnette exposée.

Deux enseignements du meeting du 5 février à Lille

— L'impact et le succès des marionnettes dans le public.

— La nécessité pour le parti de l'utilisation du culturel.

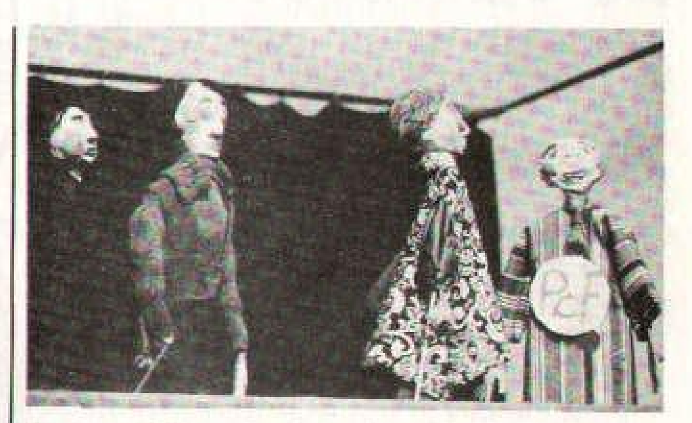
Résultat de ces interventions : le changement des personnages de Jacqueline et Michel pour mettre en relief les contradictions.

DEFFRENNE EN GREVE

Les camarades militant à Deffrenne nous ont proposé de montrer la lutte des ouvriers de chez Deffrenne. Il y a discussion entre les ouvriers de l'usine et les gars des marionnettes : le travail est reparti. Un camarade se charge du scénario en liaison avec les travailleurs de chez Deffrenne (mise en dialogue). Deux camarades se chargent de la réalisation des marionnettes.

Les résultats du travail :

Premier point positif : le contrôle des travailleurs. Après quelques répétitions, des modifications sont apportées, l'histoire est améliorée. Le type de travail, marionnettes caricaturées, nous a semblé correspondre aux types de personnages patrons-capitalistes.



Les frères Schlumpf, toujours plus avides d'argent.



Les travailleurs de chez Deffrenne face aux dirigeants du PCF.

L'avenir des marionnettes

— Il faut trouver des marionnettes qui peuvent servir à tout moment et dans toute circonstance (ex. : des personnages populaires : Cafougnette ou Ch'guss).

— Il faut continuer à monter des spectacles et des saynètes à la demande d'ouvriers en lutte. Il faut faire des marionnettes qui servent les luttes et montrent les contradictions qui ne sont pas évidentes au premier coup d'œil, ex. : l'explication que nous avons faite sur les illusions à propos du contrôle ouvrier chez Deffrenne.

— Il faut diffuser les spectacles montés jusqu'à maintenant.

— Composition de la «troupe» des Marionnettes : des sympathisants, des amis, et des camarades unis sur le fait que c'est le parti qui dirige, et prêts à se lier avec les masses.

Fiche technique

Comment construire des marionnettes

La tête : en pâte à papier : bandes de journaux encollées (colle Perfax)

faire un trou dans la tête.

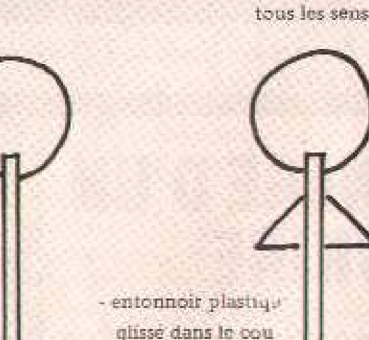
- une grosse boule de papier



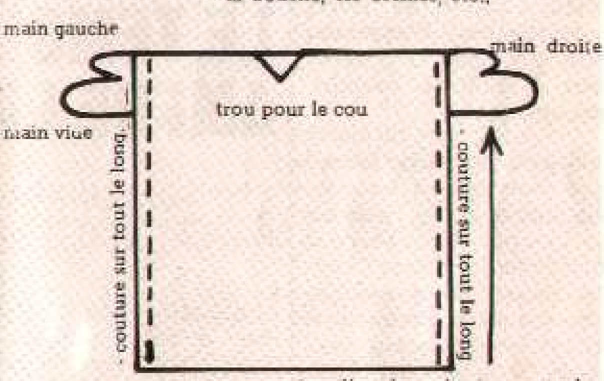
2 - pose de bandes de papier encollé dans tous les sens

3 - pose d'un œil :
a/ pose d'une boule de papier dont la forme varie selon ce que l'on veut faire,
b/ recollage de fines bandes de papier dessus.
Même principe pour le nez, la bouche, les oreilles, etc.,

Le corps de la marionnette :



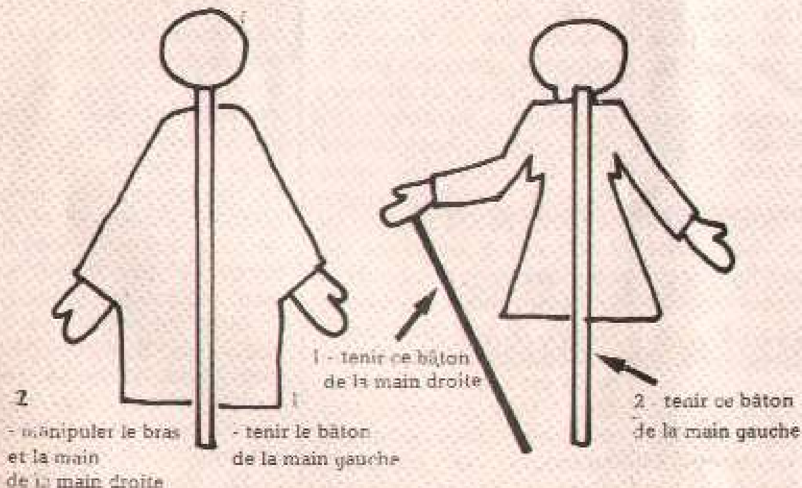
- la robe :



On glisse la main du manipulateur dans la main posée en tissu.

Manipulation
Une seule personne.

Manipulation de la marionnette :
Une seule personne



Variante : les deux mains peuvent être manipulées, il faut dans ce cas un manipulateur pour les deux mains, un manipulateur pour le bâton principal (le corps).

Important :
On peut laisser tomber la main droite et par moment ne manipuler qu'avec le bâton principal.

Joindre les gestes à la parole. Bouger à la fois le bras et la marionnette entière. Une marionnette ne doit jamais jouer de dos quand elle parle. Elle doit s'adresser au public le plus souvent et regarder également le public de trois quart et d'un quart la marionnette avec qui elle parle.

Notes de lecture

LA LUTTE DU PEUPLE DE TIMOR

«TIMOR» de Marcel Roger

On doit saluer la publication de ce livre à plus d'un titre. Tout d'abord, c'est le premier ouvrage en français consacré à la lutte du peuple timorais pour sa liberté et son indépendance.

Le sous-titre de ce livre : «Hier, la colonisation portugaise, aujourd'hui la résistance à l'agression indonésienne», nous rappelle que ce peuple, avant de s'engager dans une lutte héroïque contre les forces indonésiennes d'agression, avait passé plus de 5 siècles sous la botte des colonisateurs portugais.

Une brève partie historique nous retrace les grandes étapes de la naissance de l'identité nationale de la population de Timor Oriental, de ses luttes anticoloniales et de la construction de son Front Révolutionnaire de Timor Oriental (FRETILIN) qui devait amener ce peuple à l'indépendance nationale le 28 novembre 75.

Une seconde partie est consacrée à la publication de documents officiels du FRETILIN, comme le discours de José Ramos Horta devant le Conseil de sécurité de l'ONU, le 22 avril 1976 et le programme du FRETILIN.

Enfin, dans une annexe à l'ouvrage, Marcel Roger publie des résolutions du Conseil de sécurité et de l'assemblée générale de l'ONU sur le Timor. Des renseignements utiles sur les différentes associations de solidarité avec Timor Oriental, en particulier l'Association française, sont un additif précieux à ce livre qui doit devenir un intéressant document de référence pour les anti-impérialistes français.

Michel Bataille

«Hier, la colonisation portugaise, aujourd'hui la résistance à l'agression indonésienne» de Marcel Roger aux Editions de l'Harmattan (159 pages)



Enfants de Timor lors d'une manifestation de soutien au FRETILIN.

LE TEMOIGNAGE D'UN AMI DE LA CHINE

«LA CHINE A LA MORT DE MAO» d'Alain Bouc Ed. du Seuil

Correspondant du «Monde» à Pékin pendant 32 mois, Alain Bouc a lu et dépouillé quotidiennement la presse, mais il a aussi observé la foule dans ses loisirs, le peuple dans son travail, joui du spectacle de la rue avec ses imprévus et ses incidents. Et il ne s'est, à aucun moment, masqué la vue devant les difficultés du régime et du Parti.

Dès lors, pour Alain Bouc, si l'on suit cette démarche, «on doit décrire la Chine sans l'imaginer ni en noir, ni en rose. Sans bluffer non plus le lecteur».

Livre passionnant, car il s'efforce de répondre aux questions que se pose le lecteur, pas forcément acquis au marxisme-léninisme, en se resituant toujours par rapport au concret. Le contraste est éclatant avec les conclusions du trio Broyelle-Tschirhart. Pour ceux-ci, la racine du révisionnisme est dans le léninisme. Donc, on doit retrouver en Chine les mêmes erreurs qu'en URSS.

En fait, ils pensaient naguère que la Révolution culturelle sonnait le glas du rôle du Parti et ils croyaient y trouver la justification de leur option spontanéiste.

Alain Bouc, lui, refuse d'emblée de faire «payer la Chine pour l'URSS». De l'observation de la vie des humbles, de la similitude de la Chine avec le tiers monde, ressort la principale caractéristique : «La société chinoise est une société en lutte». «Les marxistes assurent que, dans le monde capitaliste, le prolétariat n'obtient que ce qu'il arrache à la bourgeoisie. Le principe vaut encore, dans une grande mesure, au sein du socialisme». Dans cette lutte, le Parti constitue «le système nerveux» du prolétariat. «Le critère pour parler d'un pouvoir populaire, c'est la liaison aux masses. Je la crois réelle en Chine : le peuple dans son ensemble a confiance dans les communistes».

Les données de la lutte des classes sont visibles aussi bien dans «le combat intérieur» que «dans la lice internationale». Là, on y décèle «comment survit la bourgeoisie». On peut ouvrir le «dossier Lin Piao», donner toute sa signification à la «succesion ininterrompue des campagnes politiques», marquer le problème de la relève, car il y a «liaison intime entre la politique extérieure et la politique intérieure», «le combat contre le révisionnisme intérieur s'accompagne d'une lutte contre le révisionnisme au sein du mouvement socialiste mondial».

Lutte marquée par le déclin des USA, l'impérialisme russe, l'essor du tiers monde et qui exige l'unité contre les deux superpuissances.

La clarté des positions chinoises est telle qu'elle fait de sa politique extérieure «la plus prévisible du monde».

Joël FABIEN

BIBLIOGRAPHIE

BROCHURES ENCORE DISPONIBLES

«La Chine reste rouge» par Jacques Jurquet et Henri Jour. (5 F)

Présentée sous forme de récits de voyage, cette brochure raconte dans un style vivant, la joie du peuple chinois devant la nomination du camarade Houa Kouo-feng au poste de président du Parti communiste chinois et devant l'écrasement de la bande des Quatre. Elle décrit l'ardeur au travail, la conviction idéologique, le courage devant les épreuves, autant de qualités que le PCC a su forger et développer dans le peuple.

Une plaquette reproduisant le poème de Cahoussaq Massi : «Mao Tse-toung vit» (5 F)

En voici le premier et le dernier passages chargés d'émotion et de lyrisme révolutionnaire :

«Les cœurs d'abord tressaillent,
Les yeux voilés se perdent à l'horizon,
soudain trop vaste d'une trop vaste absence,
Et des sanglots surgissent ou s'étranglent les mots : Mao Tsé-toung est mort (...)

Exploiteurs, entendez le galop étouffé qui approche,
Il arrive le jour où vous ne serez plus,
Car,
Aux côtés de Marx, Engels, Lenine et de Staline,
En chacun de nous tous,
Au cœur de nous tous,
Au cœur et à l'esprit des prolétaires, des peuples et des nations que l'oppression étouffe,
Mao Tsé-toung vit.»

La brochure : «La crise viticole en Languedoc-Roussillon et le combat des travailleurs de la vigne» par Lucien Nouveau (2,50 F)

Ce livre très explicatif, documenté et richement illustré explique la portée du mot d'ordre : «La vigne à ceux qui la travaillent».

— «Les cris de la Commune» par Annie Brieuc (3F)

C'est un recueil de poèmes et de textes sur la Commune de Paris avec une brève explication de leur rôle et de leur auteur (Louise Michel, Charles Bonnet, etc.)

«France 1977 : les travailleurs et le logement» par Jean-Nestor (3 F)

S'appuyant sur de nombreux exemples de luttes sur ce front, cette brochure donne en même temps la position des marxistes-léninistes ; elle dénonce les manœuvres de trahison des dirigeants du PCF, les liens entre les municipalités (de droite ou de «gauche) et les promoteurs, etc...

COMMANDEZ VOS BROCHURES à l'adresse suivante (l'adresse est provisoire) :
BP 61 75861 – Paris Cédex 18

Vous devez régler vos commandes au compte suivant :
Crédit Lyonnais Agence Zn 466
Compte APN No 7803 E

LES CLASSIQUES DU MARXISME-LENINISME

(liste non exhaustive)
Aux Editions en langues étrangères de Pékin

• Marx-Engels

«Le manifeste du Parti communiste» (1,70 F)
«Salaire, prix, profit» (1,50 F)
«Travail salarié et capital», (1,50 F)
«La guerre civile en France» (3,95 F)

• Lénine

«Deux tactiques de la social-démocratie» (2,45 F)
«Karl Marx» (1,30 F)
«L'État et la révolution» (2,25 F)
«De l'État» (0,75 F)
«La révolution prolétarienne et le rénégat Kautsky» (2,25 F)
«La maladie infantile du communisme (le «gauchisme»)» (2,00 F)
«Les prévisions sur les tempêtes révolutionnaires en Orient» (0,75 F)
«Sur les questions nationale et coloniale» (1,00 F)
«Sur la guerre et la paix» (1,70 F)
«Que faire ?» (3,40 F)
«Matérialisme et empiriocriticisme» (6,20 F)
«Les trois sources et les trois parties constitutives du marxisme»

• Staline

«Les principes du léninisme»
«Le marxisme et les problèmes de linguistique»
«Les problèmes économiques du socialisme en URSS»

• Mao Tsé-toung

«Œuvres choisies» Tomes 1-2-3-4
«Textes choisis»
«Ecrits militaires»
«Citations» (le petit Livre rouge)
«Cinq articles» (les plus lus)
«Sur la littérature et l'art»
«Recueil de quatre textes» (avec la «Démocratie nouvelle»)
«Recueil de quatre textes» (avec «Pourquoi le pouvoir rouge peut-il exister en Chine ?»)

PASSER VOS COMMANDES
aux Editions du Centenaire
24, rue Philippe de Girard
Paris 10e Tel : 202 87 05

Vous pouvez aussi les trouver aux librairies suivantes :
Librairie «Les Herbes sauvages»
70, rue de Belleville
75019 – Paris

Librairie «La Force du livre»
33, rue René Leynaud
69001 – Lyon

La publication du tome V des œuvres du président Mao



Les Œuvres choisies du Président Mao, publiées tant en chinois qu'en langues étrangères, comprenaient jusqu'à maintenant 4 tomes. Les œuvres qu'ils rassemblent portent sur la période de la lutte révolutionnaire du peuple chinois contre l'impérialisme japonais et la clique des féodaux, grands propriétaires fonciers et capitalistes bureaucratiques qui usurpaient le pouvoir en Chine jusqu'à sa libération et la proclamation de la République populaire de Chine le 1er octobre 1949.

De la période postérieure on ne connaissait encore que certains grands textes du Président Mao comme «De la juste solution des contradictions au sein du peuple» (27 février 1957) ou «L'Impérialisme américain est un tigre en papier» (14 juillet 1956). On le sait maintenant, les quatre dirigeants renégats du PCC, récemment démasqués et destitués après une lutte politique intense qui a mobilisé toutes les forces vives du peuple chinois, ont tout fait pour saboter la publication des œuvres du Président Mao. Celles-ci s'opposaient avec trop d'évidence à leur propre conception du monde bourgeoise, à leur propre pratique réactionnaire.

Il est significatif que la promesse solennelle faite, au nom du Comité central du PCC, par le Président Houa, aussitôt après la mort du Président Mao, de publier rapidement le tome V de ses œuvres, ait été tenue dans un temps record.

Ce tome V qui vient d'être publié en Chine réunit d'importants articles du Président Mao de septembre 1949 à 1957. Il comprend en tout 70 articles dont 46 textes inédits. Les 8 années que couvre ce recueil représentent la période qui a suivi la fondation de la République populaire de Chine, période pendant laquelle le président Mao a dirigé le parti, l'armée et le peuple chinois dans la lutte contre la classe des propriétaires fonciers, la bourgeoisie et la ligne révisionniste de Liou Chao-chi sur le plan intérieur, l'impérialisme américain et le révisionnisme de Khrouchtchev sur le plan international.

Pendant toute cette préiode le Président Mao a dressé le bilan systématique de l'expérience historique de la dictature du prolétariat à l'intérieur et à l'extérieur de la Chine, mis en évidence et développé la théorie magistrale de la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat. Il a tracé ainsi au peuple chinois la voie fondamentale à suivre pour consolider la dictature du prolétariat, prévenir la restauration du capitalisme et édifier le socialisme, tout en enrichissant considérablement le patrimoine théorique du marxisme-léninisme dans les domaines de la philosophie, de l'économie politique et du socialisme scientifique.

Publié déjà à 200 millions d'exemplaires en langue chinoise, des minorités nationales, et en braille, ce volume sera bientôt disponible en plusieurs langues étrangères et notamment en français. Cet événement est d'une importance historique capitale car le drapeau de la pensée mao-tsé-toung c'est, pour tous les peuples révolutionnaires, le drapeau de la victoire.

Annie Brunel

parmi les articles publiés

- *Le peuple chinois est debout (21 septembre 1949)*
- *Ne pas attaquer dans toutes les directions*
- *Les volontaires du peuple chinois doivent prendre soin de chaque colline, chaque rivière, chaque brin d'herbe, chaque arbre de la Corée (19 janvier 1951)*
- *Considérer l'entraide et la coopération agricole comme une tâche de grande importance (15 décembre 1951)*
- *La contradiction entre la classe ouvrière et la bourgeoisie est la contradiction principale en Chine (6 juin 1952)*
- *Critiquer le chauvinisme grand Han (16 mars 1953)*
- *Contre l'idéologie bourgeoise au sein du parti (12 août 1953)*
- *Le peuple chinois ne se laisse pas intimider par la bombe atomique (28 janvier 1955)*
- *Repoussons les attaques des droitiers bourgeois (9 juillet 1957)*
- *Il faut avoir une confiance inébranlable dans la grande majorité des masses (13 octobre 1957)*
- *Méthode dialectique assurant l'unité au sein du parti (18 novembre 1957)*